



finma

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA  
Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA  
Autorità federale di vigilanza sui mercati finanziari FINMA  
Swiss Financial Market Supervisory Authority FINMA

4 AVRIL 2017

# Rapport 2016 sur l'*enforcement*

Le rapport sur l'*enforcement* de la FINMA paraît cette année pour la troisième fois. En publiant de courtes descriptions anonymisées des cas qu'elle a traités ainsi que des données statistiques, la FINMA souhaite rendre plus accessible et plus compréhensible son activité d'*enforcement*, et ce, tant pour les acteurs des marchés financiers que pour le large public. Le rapport sur l'*enforcement* vient ce faisant compléter l'aperçu de l'activité d'*enforcement* que la FINMA propose dans son rapport annuel publié le même jour.

Le présent rapport sur l'*enforcement* témoigne en 2016 aussi du large spectre que couvre cette activité de la FINMA visant à faire appliquer le droit. A côté des cas qui attirent l'attention du public, la FINMA effectue la majeure partie de son travail d'*enforcement* loin des feux des projecteurs. Cependant, dans ces cas-là également, la FINMA, par ses investigations, ses procédures et d'éventuelles mesures, veille au respect du droit de la surveillance et au rétablissement de l'ordre légal. En conséquence, le rapport sur l'*enforcement* vise un effet préventif. Il présente les comportements que la FINMA ne tolère pas ainsi que la manière dont elle y remédie.

Les statistiques montrent qu'en 2016 encore l'activité d'*enforcement* de la FINMA fut relativement intense. En tout, ce sont plus de 1 000 cas d'*enforcement* qui ont pu être clos. Par rapport à l'année dernière, c'est avant tout dans le domaine autorisé que fut enregistrée une augmentation du nombre de décisions. En revanche, le nombre des décisions rendues dans le secteur de l'assistance administrative a diminué. Cela s'explique avant tout par le fait que les autorités étrangères ont adressé moins de demandes d'assistance administrative à la FINMA. Dans le domaine des prestataires de services financiers exerçant sans droit, le nombre de cas clos a aussi diminué, après que, l'année dernière, une *task-force* interne à la FINMA a traité l'excédent de dossiers, pouvant en clore un certain nombre.

D'un point de vue thématique, les cas relevant des règles de conduite et des obligations de diligence ont sensiblement augmenté. Dans ce contexte, les obligations imposées par la loi sur le blanchiment d'argent, dont la violation fait l'objet d'investigations voire de sanctions notamment dans des cas de corruption à l'échelle internationale, ont constitué un élément central. Le traitement de ces cas a nécessité, de la part de la FINMA, un important investissement en termes de temps et de ressources. Les transactions concernées étaient parfois effectuées entre des banques de différents pays et à travers plusieurs continents et places financières. Cela n'a pas seulement accru la complexité des cas en question, mais a également rendu indispensable une coordination aussi intense que régulière avec les autorités étrangères de surveillance des marchés financiers. Dans les cas déjà clos, la FINMA a notamment ordonné, pour que soit rétabli l'ordre légal, la confiscation des gains indûment acquis ainsi que des mesures organisationnelles et opérationnelles auprès des établissements concernés.

## Sommaire

---

<b>4</b>	<b>Casuistique de la FINMA</b>
4	<b>Vue d'ensemble</b>
5	<b>Domaine autorisé</b>
13	<b>Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit</b>
21	<b>Décisions d'insolvabilité</b>
26	<b>Offres publiques d'acquisition et publicité des participations</b>
27	<b>Assistance administrative internationale</b>
<b>31</b>	<b>Jugements des tribunaux</b>
31	<b>Vue d'ensemble</b>
32	<b>Domaine autorisé</b>
32	Arrêts du Tribunal fédéral
32	Arrêts du Tribunal administratif fédéral
33	<b>Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit</b>
33	Arrêts du Tribunal fédéral
34	Arrêts du Tribunal administratif fédéral
35	<b>Décisions d'insolvabilité</b>
35	Arrêts du Tribunal administratif fédéral
36	<b>Assistance administrative internationale</b>
36	Arrêts du Tribunal administratif fédéral
<b>37</b>	<b>Statistiques</b>
37	<b>Statistiques générales</b>
37	Cas d' <i>enforcement</i> clos
38	Investigations
39	Procédures d' <i>enforcement</i>
39	Cas d'insolvabilité
40	Assistance administrative internationale
42	<b>Décisions en matière d'<i>enforcement</i></b>
42	Généralités
43	Domaine autorisé et surveillance des marchés
43	Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit
44	Mesures
45	<b>Jugements des tribunaux</b>
46	<b>Dénonciations auprès des autorités de poursuite pénale</b>
<b>47</b>	<b>Abréviations</b>

---

### Vue d'ensemble

Dans le présent chapitre, la FINMA présente, sous une forme résumée et anonymisée, certaines des décisions qu'elle a rendues dans le cadre de son activité d'*enforcement* (art. 22 al. 1 LFINMA). Figure dans la casistique du rapport sur l'*enforcement* de cette année l'ensemble des décisions finales pour autant que la procédure n'ait été ni classée ni rayée du rôle. Aucun droit à une exhaustivité du contenu ne peut être revendiqué.

Quand la FINMA, répondant à une nécessité dictée par le droit de la surveillance (protection des acteurs du marché ou garantie de la réputation de la place financière suisse par exemple), a déjà informé au cours de l'année le public sur l'issue d'une procédure d'*enforcement*, un lien renvoyant au communiqué de presse correspondant figure à la fin du résumé.

Afin d'en améliorer la lecture et la compréhension, les résumés sont répartis entre différentes catégories thématiques. Puis, au sein de chaque catégorie, c'est l'ordre chronologique qui s'applique. Les résumés sont libellés dans la langue dans laquelle a été menée la procédure.

- Domaine autorisé (p. 5 ss) : ensemble des décisions concernant des entreprises ou des personnes qui disposent d'une autorisation relevant du droit des marchés financiers ou qui exerçaient comme collaborateur ou organe d'un titulaire d'autorisation au moment des faits.
- Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit (p. 13 ss) : ensemble des décisions concernant des entreprises ou des personnes qui ont exercé une activité soumise à autorisation sur le marché financier sans pour autant disposer de l'autorisation nécessaire pour ce faire.
- Décisions d'insolvabilité (p. 21 ss) : ensemble des décisions relevant du droit de l'insolvabilité dont les violations ne figurent pas déjà dans les chapitres précédents.
- Offres publiques d'acquisition et publicité des participations (p. 26) : ensemble des décisions dans lesquelles la FINMA s'est prononcée comme instance de recours de la commission des offres publiques d'acquisition ou qui concernent la publicité des participations.
- Assistance administrative internationale (p. 27 ss) : décisions portant sur la coopération de la FINMA avec des autorités étrangères de surveillance des marchés financiers.

### Domaine autorisé

1

**Date de la décision :** 7.1.2016

**Parties :** Intermédiaires d'assurance X SA, A et B (personnes physiques)

**Sujet :** Respect des conditions personnelles d'inscription au registre d'intermédiaires d'assurance non liés

**Résumé :** A et B, qui figurent au registre des intermédiaires d'assurance à titre personnel depuis 2006, sont les uniques administrateurs de X SA, qui y est inscrite depuis 2008. Du fait de l'inscription de leur condamnation pénale pour des faits incompatibles avec l'activité d'intermédiaire d'assurance, A et B ne respectent plus les conditions personnelles pour le maintien de l'inscription au registre des intermédiaires d'assurance (art. 185 let. b OS). X SA ne dispose plus d'aucun collaborateur remplissant les conditions d'enregistrement et partant ne remplit plus les conditions du maintien de son enregistrement (art. 44 al. 1 let. a i.f. LSA).

**Mesures :** Interdiction d'exercer l'activité d'intermédiaire d'assurance non lié, radiation du registre des intermédiaires d'assurance (art. 37 LFINMA en relation avec l'art. 51 al. 1 et 2 let. g LSA).

**Entrée en force :** La décision de la FINMA est entrée en force sans faire l'objet d'un recours.

2

**Entscheiddatum:** 29.1.2016

**Partei:** Versicherungsunternehmen X

**Thema:** Rabatte in Rahmenverträgen der Krankenzusatzversicherung

**Zusammenfassung:** Das Versicherungsunternehmen X schloss mit Vertragspartnern (z.B. Arbeitgebergesellschaften) Rahmenverträge ab, in denen die Gewährung von Rabatten vereinbart wurde, welche in den Verträgen zwischen X und den einzelnen Versicherungsnehmern (z.B. Arbeitnehmern) gelten sollten. Auf Verlangen der X stellte die FINMA per anfechtbarer Verfügung die aufsichtsrechtlichen Anforderungen für die Gewährung solcher Rabatte fest. Insbesondere stellte sie fest, dass Rabatte in Rahmenverträgen bzw. an die dadurch Begünstigten nur gewährt werden dürfen, wenn sie (i) versicherungstechnisch nachgewiesen, d.h. risiko- und kostenseitig begründet sind, (ii) gemäss Art. 38 VAG so ausgestaltet sind, dass sowohl die Solvenz des Versicherungsunternehmens als auch der Schutz der Versicherten vor Missbrauch gewährleistet sind, und (iii) nicht zu einer unzulässigen Ungleichbehandlung von Versicherten gemäss Art. 117 Abs. 2 AVO führen. Als präventive Massnahme ordnete die FINMA zudem an, dass das Versicherungsunternehmen X die bestehenden Verträge auf ihre Konformität mit den genannten aufsichtsrechtlichen Anforderungen zu überprüfen und gegebenenfalls anzupassen hat. Zudem verbot sie X, neue Verträge mit entsprechenden Rabatten abzuschliessen, sofern die genannten aufsichtsrechtlichen Anforderungen nicht eingehalten werden.

**Massnahmen:** Feststellung der anwendbaren aufsichtsrechtlichen Anforderungen für die Gewährung von Rabatten in Rahmenverträgen der Krankenzusatzversicherung (Art. 38 und 46 Abs. 1 Bst. f VAG, Art. 117 Abs. 2 AVO, Art. 25 VwVG); Erlass von präventiven Anordnungen.

**Rechtskraft:** Nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-1242/2016.

### 3

**Entscheiddatum:** 19.2.2016

**Partei:** Bank X

**Thema:** Verletzung der Eigenmittelvorschriften/Liquidation

**Zusammenfassung:** Gegen die Bank X wurde wegen Hinweisen auf Verstösse gegen Sorgfalts- und Verhaltenspflichten des GwG ein Enforcementverfahren eröffnet. Während des Verfahrens beschloss die Bank X anlässlich einer ausserordentlichen Generalversammlung die Einstellung der Banktätigkeit mit Entlassung aus der prudenziellen Aufsicht. Die geprüfte Bilanz zu Liquidationswerten per 31. Dezember 2015 sowie verschiedene Aufstellungen per 2016 ergaben, dass das Mindestkapital von CHF 10 Mio. unterschritten sowie unter Berücksichtigung der Klumpenrisiken die Eigenmittelvorschriften verletzt waren (Art. 3 Abs. 2 Bst. b BankG i.V.m. Art. 15 Abs. 1 BankV). In der Folge war die Bank X nicht in der Lage, den ordnungsgemässen Zustand in den angesetzten Fristen wiederherzustellen. Daraufhin ordnete die FINMA mit superprovisorischer Verfügung im Interesse der Gläubiger zwecks Verhinderung weiterer Mittelabflüsse ein generelles Transaktionsverbot an (siehe **Fall 31**). Im weiteren Verlauf gelang es der Bank X, die Konkursöffnung durch Beibringung neuer Mittel abzuwenden. Aufgrund der andauernden Nichterfüllung der Eigenmittelvorschriften sowie der Zweifel, dass die Bank das Gewährserfordernis erfüllte und ordnungsgemäss durch ihre Organe abgewickelt werden konnte, wurde ihr in Anwendung von Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 23<sup>quinquies</sup> BankG bzw. Art. 36 BEHG die Bewilligung unter Entzug der aufschiebenden Wirkung entzogen und die Gesellschaft in Liquidation gesetzt.

**Massnahmen:** Bewilligungsentzug (Art. 37 FINMAG); Liquidation (Art. 23<sup>quinquies</sup> Abs. 1 BankG und Art. 36 BEHG).

**Rechtskraft:** Nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-1863/2016.

### 4

**Date de la décision :** 29.4.2016

**Partie :** Banque X

**Sujet :** Violation des devoirs de diligence en matière de lutte contre le blanchiment d'argent

**Résumé :** Dans le cadre d'une affaire de corruption à caractère international, la FINMA a procédé à un examen approfondi, sous l'angle des obligations de diligence LBA, de la conduite par la banque X de ses relations d'affaires avec la clientèle issue d'un pays sud-américain. Dans ce contexte, la FINMA a constaté que, nonobstant une recherche *Worldcheck* qualifiant l'ex-directeur international d'une entreprise semi-étatique sud-américaine de PEP, la banque X n'avait pas identifié ce client comme tel lors de l'ouverture de la relation d'affaires correspondante, allant même jusqu'à la rétrograder en risques standard près de trois ans après son ouverture. Ce faisant, la banque X n'a pas correctement rempli son obligation d'identifier une relation d'affaires à risques accrus selon l'art. 12 al. 3 et 4 aOBA-FINMA. La documentation relative aux clarifications opérées sur certaines transactions à risques accrus signalées par le système de la banque X n'a par ailleurs pas permis de définir l'arrière-plan économique desdites transactions, en violation des obligations en matière de documentation et de clarification de transactions à risques accrus (art. 7 LBA et 14 aOBA-FINMA). Malgré la connaissance d'indices justifiant la communication de la relation d'affaires précitée au sens de l'art. 9 LBA, la banque X s'en est abstenue, violant également gravement le droit de la surveillance. Il résulte de ces manquements qu'au moment de la survenance des faits, la banque X ne satisfaisait pas à ses devoirs en matière d'organisation interne et de gestion des risques (art. 3 al. 2 let. a LB et 12 OB) et ne présentait plus toutes garanties d'une activité irréprochable (art. 3 al. 2 let. c LB).

**Mesures :** Décision en constatation (art. 32 LFINMA) ; audit supplémentaire afin de vérifier la mise en œuvre des mesures prises par la banque X suite à la constatation des irrégularités (art. 4 OA-FINMA).

**Entrée en force :** La décision de la FINMA est entrée en force sans faire l'objet d'un recours.

### 5

**Data della decisione:** 23.5.2016

**Parte:** Banca X

**Tema:** Violazione degli obblighi di diligenza in materia di riciclaggio di denaro, dei requisiti dell'irreprensibilità e dell'organizzazione adeguata

**Riassunto:** Sull'arco di diversi anni, la Banca X, nell'ambito delle sue relazioni d'affari legate alla vicenda di un fondo sovrano asiatico, rispettivamente ad una vicenda di corruzione internazionale che ha visto coinvolta una compagnia petrolifera sudamericana, ha eseguito molteplici transazioni dell'ordine di centinaia di milioni di dollari senza chiarire in maniera adeguata né l'origine dei fondi, né i retroscena economici e nemmeno allestire la necessaria documentazione, accontentandosi delle spiegazioni lacunose fornite dai clienti e/o dai relativi consulenti. Le violazioni constatate hanno inoltre delineato una cultura operativa a livello di Gruppo improntata all'eccessiva propensione ai rischi e una gestione inadeguata degli stessi. La Banca X ha quindi gravemente violato i suoi obblighi di diligenza in materia di lotta contro il riciclaggio di denaro (art. 7 ORD-FINMA 1, artt. 13, 14 e 16 vORD-FINMA, artt. 8, 17 e 20 ORD-FINMA 1, art. 19 vORD-FINMA, art. 12 ORD-FINMA 1), l'obbligo di allestire e conservare i documenti (art. 9 cpv. 3 vOBCR, art. 12 cpv. 3 OBCR, art. 7 LRD), il principio dell'adeguata gestione dei rischi (art. 3 cpv. 2 lett. a LBCR, art. 9 cpv. 2 e 4 vOBCR, art. 12 cpv. 2 e 4 OBCR), e il requisito della garanzia di un'attività irreprensibile (art. 3 cpv. 2 lett. c LBCR).

**Provvedimenti:** Accertamento (art. 32 LFINMA); confisca di CHF 95 mio. (art. 35 LFINMA); comminatoria del ritiro dell'autorizzazione (art. 37 LFINMA).

**Crescita in giudicato:** Procedura di ricorso pendente; TAF B-3930/2016.

**Comunicato stampa della FINMA del 24.5.2016**

### 6

**Entscheiddatum:** 27.5.2016

**Partei:** Direkt unterstellter Finanzintermediär (DUFI) X

**Thema:** GwG-Bewilligungsvoraussetzungen

**Zusammenfassung:** Die Tätigkeit der X als Vermögensverwaltungsgesellschaft bestand im Halten und Liquidieren von Investitionen in Form von Immobilienbeteiligungen. Dabei verletzte sie die geldwäschereigesetzlichen Abklärungs- und Dokumentationspflichten (Art. 6 f. GwG), kam der Pflicht zur regelmässigen Absolvierung von GwG-spezifischen Ausbildungen nicht nach (Art. 8 GwG) und hielt ihre aufsichtsrechtlichen Meldepflichten gegenüber der GwG-Prüfgesellschaft und der FINMA nicht ein (Art. 29 FINMAG). Seit dem Jahr 2014 nahm die X die gesetzlich verlangte GwG-Prüfung gar nicht mehr vor und liess sich weder kontaktieren noch wirkte sie im Enforcementverfahren mit (Art. 19a GwG; Art. 29 FINMAG; Art. 13 VwVG). Damit boten weder die X noch deren Organe Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit (Art. 14 GwG).

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG); Bewilligungsentzug (Art. 37 FINMAG); Liquidation (Art. 37 Abs. 2 FINMAG i.V.m. Art. 20 GwG).

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

### 7

**Date de la décision :** 24.6.2016

**Partie :** A (administrateur d'une banque)

**Sujet :** Violations graves du droit de la surveillance et garantie d'une activité irréprochable

**Résumé :** A, ancien administrateur de la banque X, a eu accès à des informations privilégiées pouvant notamment avoir des répercussions importantes sur la situation financière de la banque. A n'a transmis l'intégralité desdites informations à la banque X que tardivement, empêchant cet établissement de mener une gestion des risques efficace (art. 3 al. 2 let. a LB) et, par la même occasion, de se conformer à son devoir d'annonce (art. 29 al. 2 LFINMA). Ce comportement individuel n'est pas compatible avec l'exigence de la garantie d'une activité irréprochable (art. 3 al. 2 let. c LB et 10 al. 2 let. d LBVM).

**Mesure :** Interdiction d'exercer une fonction dirigeante pour une durée de 3 ans (art. 33 LFINMA).

**Entrée en force :** Un recours est pendant par-devant le Tribunal administratif fédéral ; procédure de recours TAF 5553/2016.



### 8

**Date de la décision :** 8.7.2016

**Partie :** B (administrateur d'une banque)

**Sujet :** Violations graves du droit de la surveillance et garantie d'une activité irréprochable

**Résumé :** (cf. **cas 7**).

**Mesure :** Interdiction d'exercer une fonction dirigeante pour une durée de 5 ans (art. 33 LFINMA).

**Entrée en force :** Un recours est pendant par-devant le Tribunal administratif fédéral ; procédure de recours TAF 5518/2016.

### 9

**Date de la décision :** 8.7.2016

**Partie :** C (administrateur d'une banque)

**Sujet :** Violations graves du droit de la surveillance et garantie d'une activité irréprochable

**Résumé :** (cf. **cas 7**).

**Mesure :** Interdiction d'exercer une fonction dirigeante pour une durée de 5 ans (art. 33 LFINMA).

**Entrée en force :** Un recours est pendant par-devant le Tribunal administratif fédéral ; procédure de recours TAF 5566/2016.

### 10

**Date de la décision :** 8.7.2016

**Partie :** D (administrateur d'une banque)

**Sujet :** Violations graves du droit de la surveillance et garantie d'une activité irréprochable

**Résumé :** (cf. **cas 7**). Au regard de l'ensemble des circonstances du cas d'espèce, une constatation (art. 32 LFINMA) suffit à remplir les objectifs de protection poursuivis par la loi.

**Mesure :** Décision en constatation (art. 32 LFINMA).

**Entrée en force :** Un recours est pendant par-devant le Tribunal administratif fédéral ; procédure de recours TAF B-5522/2016.

### 11

**Date de la décision :** 8.7.2016

**Partie :** E (membre de la direction d'une banque)

**Sujet :** Violations graves du droit de la surveillance et garantie d'une activité irréprochable

**Résumé :** En sa qualité de membre de la direction de la banque X (cf. **cas 7**), E avait eu accès à des informations lui permettant d'appréhender que des sociétés, auprès desquelles de nombreux clients de la banque X avaient investi, traversaient des difficultés financières. Sur cette base, E n'a pas pris les mesures nécessaires à la sauvegarde des intérêts desdits clients et s'est ainsi personnellement rendu responsable de la violation par la banque X du devoir de loyauté du négociant en valeurs mobilières (art. 11 al. 1 let. c LBVM), du devoir de renseigner la FINMA (art. 29 al. 2 LFINMA), du devoir d'organisation interne en lien avec une gestion des risques inappropriée (art. 3 al. 2 let. a LB et 10 al. 2 let. a LBVM) et finalement du titre 3 de la Directive concernant les placements fiduciaires de l'Association suisse des banquiers. Ce comportement individuel n'est pas compatible avec l'exigence de la garantie d'une activité irréprochable (art. 3 al. 2 let. c LB et 10 al. 2 let. d LBVM).

**Mesures :** Interdiction d'exercer d'une durée de 3 ans (art. 33 LFINMA).

**Entrée en force :** Un recours est pendant par-devant le Tribunal administratif fédéral ; procédure de recours TAF B-5527/2016.

### 12

**Entscheiddatum:** 12.8.2016

**Partei:** Bank X in Liquidation

**Thema:** Aufhebung des Verbots der Dividendenausschüttung und von Kapitalauszahlungen

**Zusammenfassung:** Die Bank X hatte nach erfolgtem Bewilligungsentzug und angeordneter, aber nicht sofort vollstreckbarer Liquidation des Instituts anlässlich einer Generalversammlung im Jahr 2015 in Missachtung einer Anweisung der FINMA und trotz der ablehnenden Haltung des anwesenden Revisors die Ausschüttung einer Substanzdividende beschlossen. Als Reaktion darauf verfügte die FINMA im April 2015 ein Verbot der Dividendenausschüttung und von Kapitalauszahlungen (siehe Enforcementbericht **2015, Fall 3**). Dieses Verbot wurde aufgehoben, da die Generalversammlung der Bank in der Zwischenzeit die freiwillige Liquidation beschlossen hatte und im Zug des Liquidationsverfahrens sämtliche Gründe für die Aufrechterhaltung des Verbots weggefallen waren.

**Massnahmen:** Aufhebung des Verbots (Art. 31 FINMAG).

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

### 13

**Entscheiddatum:** 7.10.2016

**Partei:** Bank X

**Thema:** Sorgfaltspflichten zur Bekämpfung der Geldwäscherei, Organisations- und Gewährserfordernis

**Zusammenfassung:** Im Zeitraum zwischen 2012 und Sommer 2015 wurden Vermögenswerte aus dem Umfeld eines ausländischen Staatsfonds in der Höhe von insgesamt rund USD 3,8 Mrd. auf Konten bei der Bank X überwiesen. Die Gelder flossen in der Regel im Rahmen von Durchlauftransaktionen rasch wieder ab. Die in der Schweiz sowie in ausländischen Zweigniederlassungen gebuchten Geschäftsbeziehungen und Transaktionen waren für die Bank X sowohl in ihrer Art als auch in ihrer Höhe ungewöhnlich und risikobehaftet. Trotz interner Warnungen klärte die Bank X aber im erwähnten Zeitraum die Geschäftsbeziehungen, insbesondere zu politisch exponierten Personen (PEP), sowie Transaktionen mit erhöhten Risiken wiederholt ungenügend ab und unterliess es, die Risiken angemessen zu analysieren und zu überwachen. Die FINMA kam zum Schluss, dass die Bank X die geldwäschereirechtlichen Sorgfaltspflichten (Art. 3 ff. GwG) sowie das Organisations- und Gewährserfordernis (Art. 3 Abs. 2 Bst. a und c BankG) schwer verletzt hat.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG); Androhung Bewilligungsentzug im Wiederholungsfall (Art. 37 FINMAG); Gewinneinziehung im Umfang von rund 2,5 Mio. CHF (Art. 35 FINMAG); organisatorische und operationelle Massnahmen zur Wiederherstellung des ordnungsgemässen Zustands (Art. 31 FINMAG); Überprüfung der Umsetzung der Massnahmen durch einen Prüfbeauftragten (Art. 24a FINMAG).

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde teilweise angefochten; Beschwerdeverfahren BVGer B-6952/2016.

**Medienmitteilung der FINMA vom 11.10.2016**

### 14

**Entscheiddatum:** 3.11.2016

**Partei:** Versicherungsvermittlerin X

**Thema:** Fehlender Nachweis für genügend Mitarbeiter mit ausreichenden beruflichen Qualifikationen für die Versicherungsvermittlung

**Zusammenfassung:** Die Versicherungsvermittlerin X war seit dem Jahr 2007 als Gesellschaft im Register für Versicherungsvermittler eingetragen. Da für die X keine rechtsgültig registrierten natürlichen Personen mehr als Versicherungsvermittler im Register eingetragen waren, wurde sie aufgefordert, den Nachweis des Vorhandenseins von genügend qualifizierten und registrierten Mitarbeitern zu erbringen (vgl. Art. 44 Abs. 1 Bst. a VAG i.V.m. Art. 187 Abs. 3 AVO) oder freiwillig auf die Registrierung zu verzichten. Nachdem die X den erforderlichen Nachweis nicht erbracht hatte und die zuvor von ihr angekündigte freiwillige Löschung im Register ausgeblieben war, verfügte die FINMA die Streichung aus dem Register für Versicherungsvermittler.

**Massnahmen:** Streichung aus dem Register für Versicherungsvermittler (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 51 Abs. 1 und Abs. 2 Bst. g VAG).

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

### 15

**Date de la décision :** 15.11.2016

**Partie :** Banque X

**Sujet :** Changement de société d'audit

**Résumé :** Depuis l'exercice 2008, Y SA est responsable de l'audit prudentiel de la banque X. Cette dernière a, depuis lors, subi une forte croissance de son bilan ainsi qu'une évolution significative qui l'ont notamment fait évoluer dans une catégorie de surveillance plus élevée. Malgré les demandes répétées de la FINMA, l'établissement n'a pas su adapter à temps et/ou dans la mesure nécessaire sa gouvernance à cette évolution, ni envisagé de changer de société d'audit. Constatant que la société d'audit externe n'avait pas été à même d'identifier un certain nombre de faiblesses pourtant saillantes, ni de relayer les exigences de la FINMA auprès de l'établissement audité, la FINMA a conclu à l'existence d'un lien de dépendance mutuel entre audité et auditeur. Partant, la durée relativement longue du mandat d'audit combinée aux faiblesses citées plus haut ont conduit la FINMA à imposer un changement par voie de décision.

**Entrée en force :** La décision de la FINMA est entrée en force sans faire l'objet d'un recours.

### Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit

16

**Entscheiddatum:** 19.2.2016

**Parteien:** X AG in Liquidation, Y AG, Z AG, natürliche Personen A, B und C

**Thema:** Unerlaubte Emissionshaustätigkeit

**Zusammenfassung:** Die X AG in Liquidation sowie die Y AG (nachfolgend zusammen X-Gruppe) betrieben operative Gesellschaften hinsichtlich einer Börsenkotierung oder anderweitigen Finanzierung. Als Gegenleistung übertrugen die beratenen Firmen der X-Gruppe eigene Aktien an Zahlungs statt. Die X-Gruppe vertrieb diese über Vermittler an rund 200 Anleger, woraus ein Bruttoerlös in Millionenhöhe resultierte. Damit haben die X AG in Liquidation sowie die Y AG zusammen als Gruppe den Effektenhandel (Emissionshaus) betrieben (Art. 2 BEHG sowie Art. 3 Abs. 2 BEHV), ohne über die dafür notwendige Bewilligung zu verfügen (Art. 10 BEHG). Sie haben dadurch aufsichtsrechtliche Bestimmungen schwer verletzt. A, B und C leisteten einen massgeblichen Beitrag an die unbewilligte Tätigkeit.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG); Liquidation (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 36 BEHG); Unterlassungsanweisungen gegen B und C ohne Publikation und gegen A mit Publikation für die Dauer von 2 Jahren (Art. 34 FINMAG); Verfahreneinstellung gegenüber der Z AG.

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde seitens der X AG in Liquidation, der Y AG, der Z AG sowie B und C nicht angefochten und ist ihnen gegenüber rechtskräftig. Gegenüber A ist die Verfügung nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-2188/2016.

17

**Entscheiddatum:** 7.4.2016

**Parteien:** Natürliche Personen A und B

**Thema:** Unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen, unerlaubte Verwendung des Ausdrucks «Sparen»

**Zusammenfassung:** Die X AG (in Liquidation) schloss mit ihren Kunden zwischen den Jahren 2007 und 2014 Sparpläne sowie Vermögensverwaltungs- und Treuhandverträge ab und nahm so von mindestens 54 Privatanlegern Gelder in einem Gesamtbeitrag in Millionenhöhe entgegen. Weil über die X AG bereits der Konkurs eröffnet und mangels Aktiven wieder eingestellt worden war, wurde das Enforcementverfahren nur gegen die Organe der Gesellschaft eröffnet. Die FINMA stellte fest, dass A und B aufgrund ihrer massgeblichen Beiträge gewerbsmässig Publikums-einlagen entgegengenommen haben, ohne über die erforderliche Bewilligung (Art. 1 Abs. 2 BankG) zu verfügen, womit sie aufsichtsrechtliche Bestimmungen schwer verletzt haben.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A für die Dauer von 5 bzw. gegen B für die Dauer von 2 Jahren (Art. 34 FINMAG).

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde von A nicht angefochten. Auf die Beschwerde von B ist das Bundesverwaltungsgericht nicht eingetreten (siehe Urteil BVGer B-2835/2016 vom 3.8.2016). Die Verfügung ist gegenüber A und B rechtskräftig.

### 18

**Entscheiddatum:** 2.6.2016

**Parteien:** X AG, Y AG, natürliche Personen A, B und C

**Thema:** Unerlaubte Emissionshaustätigkeit

**Zusammenfassung:** Die X AG verkaufte in eigenem Namen von August bis Dezember 2015 Aktien ihrer Tochtergesellschaft Y AG an private Investoren. Die X AG verfügte über Geschäftsräumlichkeiten sowie mehrere festangestellte Mitarbeiter, deren ausschliessliche Tätigkeit der Aktienvertrieb war. Die Anwerbung der Investoren erfolgte unter anderem über Internetwerbung und Telefonmarketing. In der abgegebenen Investitionsbroschüre wurde die Y AG als erfolgreiches, etabliertes Softwareunternehmen angepriesen und es wurden hohe Renditen in Aussicht gestellt. Enge wirtschaftliche, organisatorische und personelle Verflechtungen liessen die X AG und die Y AG als eine Gruppe erscheinen. Der Aktienvertrieb stellte im Jahr 2015 im Wesentlichen die einzige Geschäftstätigkeit und Einnahmequelle dieser Gruppe dar. Die FINMA stellte somit fest, dass die X AG und die Y AG bis Ende 2015 gemeinsam als Gruppe ohne Bewilligung gewerbsmässig den Effektenhandel betrieben hatten (Art. 10 BEHG). A, B und C leisteten massgebliche Beiträge an die unerlaubte Tätigkeit. Da die X AG und die Y AG im Zeitpunkt der Verfügung den Aktienvertrieb bereits seit einigen Monaten selbständig eingestellt hatten und danach eine operative, nicht unterstellungspflichtige Geschäftstätigkeit ausübten, verzichtete die FINMA auf eine Liquidation und ordnete stattdessen Massnahmen zur Wiederherstellung des ordnungsgemässen Zustandes an. Diese betrafen insbesondere eine vollumfängliche und transparente Information der Investoren über die Geschäftstätigkeit der Gruppe und das abgeschlossene Verfahren.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG); Massnahmen zur Wiederherstellung des ordnungsgemässen Zustandes (Art. 31 FINMAG); Androhung der Liquidation im Wiederholungsfall (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 36 BEHG); Unterlassungsanweisungen gegen A, B und C.

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde von A, B und C nicht angefochten und ist ihnen gegenüber rechtskräftig. Gegenüber der X AG und der Y AG ist die Verfügung nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-1561/2016.

### 19

**Entscheiddatum:** 2.6.2016

**Parteien:** X AG, natürliche Personen A und B

**Thema:** Unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen

**Zusammenfassung:** Die X AG nahm von mehr als 2000 Personen über einen «Edelmetallratenkaufplan» Einzahlungen in einem Gesamtbetrag in Millionenhöhe entgegen. Den Anlegern wurde garantiert, dass das für Sie damit erworbene Edelmetall rechtlich ihr Eigentum und jederzeit in gesicherten Tresoren real vorhanden sei. Zudem wurden ein «Bonus» von 9,5 Prozent auf den Einzahlungen sowie der Rückkauf des Edelmetalls zum jeweiligen Marktwert zugesichert. Die Einzahlungen der Anleger wurden für den Betrieb der X AG sowie für private Aufwendungen von A und B verwendet. Die X AG konnte keine Edelmetallbestände nachweisen, welche die Forderungen der Anleger gedeckt hätten. Sie hat diesen insofern kein Eigentum an Edelmetall übertragen, womit die Ausnahmebestimmung betreffend Gelder, die eine Gegenleistung aus einem Vertrag auf Übertragung von Eigentum darstellen (Art. 5 Abs. 3 Bst. a BankV bzw. Art. 3a Abs. 3 Bst. a aBankV), keine Anwendung fand. Die X AG hat damit gewerbsmässig Publikumseinlagen entgegengenommen, ohne über die erforderliche Bewilligung (Art. 1 Abs. 2 BankG) zu verfügen. Für die Ausübung der unterstellungspflichtigen Tätigkeit waren A und B als Mitglieder des Verwaltungsrats der X AG massgeblich verantwortlich. Die X AG wie auch A und B kamen zudem ihren Auskunftspflichten nur mangelhaft nach (Art. 29 FINMAG).

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG); Liquidation und Konkursöffnung (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 33 Abs. 1 BankG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A und B für die Dauer von je 5 Jahren (Art. 34 FINMAG).

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

### 20

**Entscheiddatum:** 9.6.2016

**Parteien:** X AG, natürliche Person A

**Thema:** Unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen

**Zusammenfassung:** A schloss mit Anlegern mindestens 38 Darlehensvereinbarungen bzw. darlehensähnliche Aktienkaufverträge in einem Gesamtbetrag in Millionenhöhe ab. Die Aktienkaufverträge sahen ein unwiderrufliches Rückkaufversprechen sowie eine zusätzliche Mindestrendite vor, weshalb die Verträge bzw. die darauf gestützt überwiesenen Gelder als verkappte Darlehenskonstruktionen mit Einlagecharakter und nicht als Gegenleistungen für Eigentumsübertragungen i.S.v. Art. 5 Abs. 3 Bst. a BankV bzw. Art. 3a Abs. 3 Bst. a aBankV qualifizierten. Aufgrund der personellen, organisatorischen und finanziellen Verflechtungen zwischen A und der X AG wurden diese wirtschaftlich als Einheit und aufsichtsrechtlich als Gruppe betrachtet, die gewerbsmässig Publikumseinlagen entgegengenommen hat, ohne über die dafür erforderliche Bewilligung (Art. 1 Abs. 2 BankG) zu verfügen.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG); Liquidation und Konkursöffnung (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 33 Abs. 1 BankG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A und B für die Dauer von 5 Jahren (Art. 34 FINMAG).

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

### 21

**Entscheiddatum:** 8.7.2016

**Parteien:** X AG, natürliche Person A

**Thema:** Unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen

**Zusammenfassung:** Die X AG verkaufte unter Abgabe hoher Renditeversprechen mittels Vermittler über 600 Fässer mit Lebensmitteln an private Investoren und nahm hierfür Gelder in einem Gesamtbetrag in Millionenhöhe entgegen. Die Fässer wurden jedoch nicht an die Anleger ausgeliefert, sondern durch die X AG in einem entlegenen Stollen gelagert und für die Anleger treuhänderisch verwaltet. Die Untersuchungen ergaben einen Fehlbestand bei den Fässern sowie teilweise fehlende Beschriftungen derselben. Aufgrund des betriebenen Geschäftsmodells sowie der ungenügenden bzw. widersprüchlichen Individualisierung der Fässer qualifizierte die FINMA die Anlegergelder nicht als Gegenleistungen für Eigentumsübertragungen i.S.v. Art. 5 Abs. 3 Bst. a BankV bzw. Art. 3a Abs. 3 Bst. a aBankV. Die FINMA kam somit zum Schluss, dass die X AG gewerbsmässig Publikumseinlagen entgegengenommen hat, ohne über die erforderliche Bewilligung (Art. 1 Abs. 2 BankG) zu verfügen. Für die Ausübung der unterstellungspflichtigen Tätigkeit war A als Alleinaktionär und einziges Mitglied des Verwaltungsrats der X AG massgeblich verantwortlich.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG); Liquidation und Konkursöffnung (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 33 Abs. 1 BankG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A für die Dauer von 5 Jahren (Art. 34 FINMAG).

**Rechtskraft:** Nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-4354/2016.

### 22

**Entscheiddatum:** 18.8.2016

**Parteien:** U AG, V AG, W AG, X AG, Y AG, Z AG; natürliche Personen A, B, C und D

**Thema:** Unerlaubte Emissionshaustätigkeit als Gruppe; unerlaubter Betrieb einer kollektiven Kapitalanlage

**Zusammenfassung:** Die U AG (Holdinggesellschaft) sowie ihre Beteiligungen (V AG, W AG, X AG, Y AG und Z AG) haben über einen längeren Zeitraum über Vermittler und eigene Offshore-Gesellschaften Aktien der Beteiligungen an private Anleger verkauft und hierbei Verkaufserlöse in Millionenhöhe erzielt. Dabei missachteten die involvierten Organe in grober Weise die im Jahr 2010 von der FINMA festgelegten Auflagen zur Verhinderung der Umgehung der Börsengesetzgebung. Die U AG betrieb sodann eine kollektive Kapitalanlage (SICAF), da ihr Aktionariat u.a. aus nicht qualifizierten Anlegern i.S. des KAG bestand und weder eine relevante operative Tätigkeit (Art. 2 Abs. 2 Bst. d KAG) noch ein Konzern unter einer einheitlichen Leitung (Art. 2 Abs. 2 Bst. e KAG) vorlag. Sodann hatten einige Beteiligungen eine Geschäftstätigkeit im Goldhandel initiiert, was für den Fall einer effektiven Geschäftsaufnahme eine geldwäschereirechtliche Unterstellungspflicht begründet hätte. Die FINMA kam zum Schluss, dass die U AG und ihre Beteiligungen als Gruppe eine Emissionshaustätigkeit ausübten, ohne die erforderliche Bewilligung (Art. 10 BEHG) zu haben. Zudem gelangte die FINMA zum Schluss, dass die U AG darüber hinaus eine kollektive Kapitalanlage ohne die erforderliche Bewilligung (Art. 13 KAG) betrieb. Für die Ausübung der unterstellungspflichtigen Tätigkeit waren A, B, C und D massgeblich verantwortlich, wobei die Hauptverantwortung bei A und B lag.



**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG); Liquidation und Konkureröffnung (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 36 BEHG bzw. Art. 137 Abs. 1 KAG) der U AG, V AG, Y AG und Z AG; Androhung der Liquidation gegen die W AG und X AG (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 20 GwG); Unterlassungsanweisungen gegen C, D, W AG und X AG ohne Publikation und gegen A und B mit Publikation für die Dauer von 5 Jahren (Art. 34 FINMAG).

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde von der W AG, X AG und von C nicht angefochten und ist ihnen gegenüber rechtskräftig. Gegenüber der U AG, V AG, Y AG und Z AG sowie gegenüber A, B und D ist die Verfügung nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-5657/2016 und B-5688/2016.

### 23

**Entscheiddatum:** 18.8.2016

**Parteien:** X GmbH, natürliche Personen A und B

**Thema:** Unerlaubte Entgegennahme von Publikumseinlagen als Gruppe

**Zusammenfassung:** Die X GmbH hat zusammen mit einer ausländischen Gesellschaft als Gruppe von über 100 Anlegern Gelder in einem Gesamtbetrag in Millionenhöhe entgegengenommen. Die ausländische Gesellschaft verkaufte den Anlegern Münzen mit dem ausdrücklichen Hinweis einer Rückkaufspflicht (mit Rendite) durch die X GmbH, wobei der Münzenverkauf und die Rückkaufspflicht wirtschaftlich eine Einheit bildeten. Dementsprechend war die Ausnahmebestimmung betreffend Gelder, welche eine Gegenleistung aus einem Vertrag auf Übertragung von Eigentum darstellen (Art. 5 Abs. 3 Bst. a BankV bzw. Art. 3a Abs. 3 Bst. a aBankV), nicht anwendbar. Die FINMA stellte fest, dass die X GmbH gewerbsmässig Publikumseinlagen entgegengenommen hat, ohne über die erforderliche Bewilligung (Art. 1 Abs. 2 BankG) zu verfügen. A und B leisteten massgebliche Beiträge an die unerlaubte Tätigkeit.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG); Liquidation und Konkureröffnung (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 33 Abs. 1 BankG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A und B für die Dauer von 5 Jahren (Art. 34 FINMAG).

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

### 24

**Entscheiddatum:** 8.9.2016

**Parteien:** X AG und Y AG, natürliche Personen A und B

**Thema:** Unerlaubte Emissionshaustätigkeit als Gruppe

**Zusammenfassung:** Die X AG zeichnete Aktien ihrer börsenkotierten Tochtergesellschaft Y AG und verkaufte diese anschliessend zwischen den Jahren 2012 und 2015 mit Hilfe von Vermittlern in eigenem Namen an mindestens 35 private Investoren. Auf diese Weise erzielte die X AG einen Verkaufserlös in Millionenhöhe. Der Aktienvertrieb bildete im Wesentlichen die einzige Geschäftstätigkeit und Einnahmequelle der X AG. Die FINMA stellte fest, dass die X AG bis Ende 2015 unerlaubt eine Emissionshaustätigkeit betrieben hat, ohne über die notwendige Bewilligung zu verfügen (Art. 10 BEHG). A war als Alleinaktionär und einziges Verwaltungsratsmitglied der X AG für deren unerlaubte Tätigkeit verantwortlich.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG); Liquidation und Konkurseröffnung gegenüber der X AG (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 36 BEHG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A für die Dauer von 4 Jahren (Art. 34 FINMAG); Verfahrenseinstellung gegenüber der Y AG und Person B unter solidarischer Kostenauflegung.

**Rechtskraft:** Nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-6250/2016 und B-6230/2016.

### 25

**Data della decisione:** 13.10.2016

**Parti:** X SA, Y SA, J AG, Z SA, persone fisiche A, B e C

**Tema:** Accettazione illecita di depositi del pubblico quale gruppo

**Riassunto:** Nel periodo dal 2010 al dicembre 2014, le società X SA, Y SA, J AG, Z SA (in seguito Gruppo-W) hanno accettato illecitamente depositi del pubblico da oltre 100 investitori per almeno EUR 11 mio. (art. 1 cpv. 2 LBCR). A e B erano azionisti di maggioranza, direttori e organi delle varie società e strutture coinvolte. L'inchiesta ha dimostrato come essi avessero già precedentemente (fin dal 1995) accettato dalla Svizzera depositi del pubblico per almeno CHF 4,5 mio. da 180 investitori attraverso società di comodo e succursali svizzere delle stesse. Mediante una campagna di marketing elaborata e promuovendo una fitta rete di procacciatori d'affari venivano ricercati piccoli e medi investitori esteri. Le somme raccolte non venivano investite, ma utilizzate da A e B per sostenere il proprio tenore di vita e le ingenti spese di struttura del Gruppo-W. Nell'ambito del procedimento, A e B hanno inoltre fornito intenzionalmente informazioni inveritiere e incomplete alla FINMA e agli incaricati dell'inchiesta (art. 29 in combinato disposto con l'art. 36 cpv. 3 LFINMA). Le società X SA e Y SA sono state poste in fallimento, la società J AG è stata posta in liquidazione, mentre nei confronti di Z SA il procedimento è stato abbandonato. Nei confronti di A e B sono stati pronunciati degli ordini di astenersi dall'esercizio di un'attività assoggettata senza la necessaria autorizzazione e la pubblicazione degli stessi per 10 anni, mentre nei confronti di C il procedimento è stato abbandonato.

**Provvedimenti:** Accertamento (art. 32 LFINMA); liquidazione della J AG e fallimento della X SA e della Y SA (art. 37 LFINMA in combinato disposto con l'art. 23<sup>quinquies</sup> cpv. 1 LBCR); pubblicazione per la durata di 10 anni dell'ordine di astenersi dall'esercizio di un'attività assoggettata senza la necessaria autorizzazione nei confronti di A e B (art. 34 LFINMA); abbandono del procedimento nei confronti di C e Z SA.  
**Crescita in giudicato:** Procedura di ricorso pendente; TAF B-7062/2016.

26

**Entscheiddatum:** 20.10.2016

**Parteien:** X AG, Y AG, natürliche Personen A und B.

**Thema:** Unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen als Gruppe

**Zusammenfassung:** Die X AG und später die Y AG boten via «Cold Calls» und externe Vermittler Investoren Pflanzensetzlinge zum Kauf an mit dem Versprechen, diese im Ausland anzupflanzen und die Investoren anteilmässig am Ernteertrag zu beteiligen. Bei einer Vertragslaufzeit von viereinhalb Jahren stellten die X AG und die Y AG eine jährliche Rendite von rund 10 bis 22 Prozent in Aussicht. Die vertraglich zugesicherte Individualisierung der erworbenen Setzlinge mittels Geodaten sowie die Ausmarchung der Anbauflächen vor Ort blieben aus. Auch waren die X AG sowie die Y AG selbst nie Eigentümer der von ihnen verkauften Pflanzensetzlinge, und die nach ausländischem Recht notwendigen Handlungen zur Trennung von Eigentum an Pflanzen und Grundeigentum wurden nicht vorgenommen. Wirtschaftlich entsprach das Investitionsangebot im Übrigen einem verzinslichen Darlehen. Dementsprechend kam vorliegend die Ausnahmebestimmung zum Verbot der Entgegennahme von Publikumseinlagen betreffend Verträge auf die Übertragung von Eigentum (Art. 5 Abs. 3 Bst. a BankV bzw. Art. 3a Abs. 3 Bst. a aBankV) nicht zum Tragen. Damit haben die X AG und die Y AG gemeinsam als Gruppe gewerbsmässig Publikumseinlagen entgegengenommen. A und B waren massgeblich für die unerlaubte Tätigkeit verantwortlich, wobei A als zentrale Figur agierte.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG); Liquidation und Konkursöffnung (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 33 Abs. 1 BankG); Unterlassungsanweisung gegen B ohne Publikation und gegen A mit Publikation für die Dauer von 2 Jahren (Art. 34 FINMAG).

**Rechtskraft:** Nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-7273/2016.

### 27

**Date de la décision :** 8.12.2016

**Parties :** X SA, personne physique A

**Sujet :** Activité non autorisée d'intermédiaire financier

**Résumé :** Exclue depuis le 2 mai 2016 de l'OAR auquel elle était préalablement affiliée, X SA a poursuivi et développé son activité d'intermédiaire financier, exercée à titre professionnel, sans obtenir d'autorisation de la FINMA ni s'affilier à un autre OAR. Malgré une volonté affichée de collaborer avec la FINMA et de régulariser au plus vite la situation, X SA n'a pas même présenté de requête formelle d'autorisation, qui devrait en tout état lui être refusée en l'absence de garantie d'une activité irréprochable (art. 14 al. 2 let. c LBA). En tant qu'administrateur et actionnaire unique et principal interlocuteur avec la FINMA, A a indéniablement contribué à l'activité de X SA.

**Mesures :** Décision en constatation (art. 32 LFINMA) ; liquidation (art. 37 LFINMA en relation avec l'art. 20 LBA) ; ordre de s'abstenir d'exercer, sans l'autorisation nécessaire, une activité soumise à l'autorisation de la FINMA.

**Entrée en force :** La décision de la FINMA est entrée en force sans faire l'objet d'un recours.

### 28

**Entscheiddatum:** 15.12.2016

**Partei:** X AG, Y AG, natürliche Personen A und B

**Thema:** Unerlaubte Emissionshaustätigkeit als Gruppe

**Zusammenfassung:** Die X AG verkaufte in eigenem Namen und unter Einsatz von Vermittlern Aktien ihrer Tochtergesellschaft Y AG und nahm auf diese Weise einen Gesamtbetrag in Millionenhöhe ein. Der Aktienverkauf stellte neben dem Halten der Beteiligung an der Y AG die einzige feststellbare Geschäftstätigkeit der X AG dar und war darauf ausgerichtet, regelmässige Erträge zu erzielen. Entgegen dem gegenüber den Investoren kommunizierten Investitionszweck flossen die Gelder von der X AG an die Y AG und von dort teilweise an eine weitere Tochtergesellschaft oder an die Organe A und B der Gesellschaften, welche die Gelder zur Deckung ihrer privaten Auslagen und Spesen verwendeten. Enge wirtschaftliche, organisatorische und personelle Verflechtungen liessen die X AG und die Y AG als eine Gruppe erscheinen. Diese übte eine Emissionshaustätigkeit aus, ohne über die nach Art. 10 BEHG erforderliche Bewilligung zu verfügen. Die FINMA stellte folglich fest, dass die X AG und Y AG als Gruppe ohne Bewilligung den Effektenhandel betrieben hatten (Art. 10 BEHG). A und B leisteten massgebliche Beiträge an die unerlaubte Tätigkeit.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG); Liquidation und Konkurseröffnung der X AG und der Y AG (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 33 Abs. 1 BankG und Art. 36a BEHG); Unterlassungsanweisung gegen A und B und Publikation derselben für die Dauer von 4 Jahren respektive von 2 Jahren (Art. 34 FINMAG).

**Rechtskraft:** Nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-7892/2016.

29

**Data della decisione:** 15.12.2016

**Parti:** X AG, Y AG, Fondazione Z, persone fisiche A e B

**Tema:** Accettazione illecita di depositi del pubblico quale gruppo

**Riassunto:** Per assicurare la continuità della sua attività in ambito non finanziario e allo scopo di finanziarsi attraverso capitali di terzi, la X AG, nel periodo dal 2012 al 2015, ha emesso a titolo professionale dei prestiti in obbligazioni sulla base di criteri non unitari (relativamente alla durata, al termine di sottoscrizione vincolante, ecc.) e con obbligo di rimborso alla scadenza. Inoltre, la documentazione fornita agli investitori non presentava i requisiti minimi d'informazione previsti dall'art. 1156 cpv. 2 e dall'art. 652a cpv. 1 CO. Di conseguenza, le somme raccolte dalla X AG attraverso i prestiti in obbligazioni da lei emessi non rientravano nel regime della deroga prevista dall'art. 5 cpv. 3 lett. b OBCR (art. 3a cpv. 3 lett. b vOBCR). La X AG ha dunque accettato depositi del pubblico a titolo professionale senza disporre della necessaria autorizzazione e ciò in grave violazione dell'art. 1 cpv. 2 LBCR. Il Gruppo formato dalla X AG, dalla Y AG, dalla Fondazione Z e dalle persone fisiche A e B ha tuttavia ripristinato la situazione conforme ai sensi dell'art. 31 LFINMA.

**Provvedimenti:** Accertamento (art. 32 LFINMA); ordine di astenersi dall'esercizio di un'attività assoggettata senza la necessaria autorizzazione contro A e B e avvertimento della messa in liquidazione in caso di recidiva contro X AG, Y AG e Fondazione Z (art. 37 LFINMA in combinato disposto con l'art. 23<sup>quinquies</sup> cpv. 1 LBCR).

**Crescita in giudicato:** La decisione della FINMA è cresciuta in giudicato senza ricorso.

## Décisions d'insolvabilité

30

**Date de la décision :** 28.1.2016

**Partie :** X Ltd., succursale suisse, en liquidation

**Sujet :** Modification de la décision de faillite (nomination d'un liquidateur externe)

**Résumé :** Par décision du 26 avril 2013, la FINMA avait notamment ouvert la faillite de X Ltd., succursale suisse, en liquidation, assumant dans un premier temps elle-même la fonction de liquidatrice de la faillite. L'évolution de la liquidation a conduit la FINMA à nommer un liquidateur externe.

**Mesures :** Nomination d'un liquidateur externe (art. 33 al. 2 LB).

**Entrée en force :** La décision de la FINMA est entrée en force sans faire l'objet d'un recours.

### 31

**Entscheiddatum:** 4.2.2016

**Partei:** Bank X

**Thema:** Anordnung von Schutzmassnahmen/Transaktionsverbot i.S.v. Art. 26 Abs. 1 Bst. f BankG

**Zusammenfassung:** Die Bank X war nicht in der Lage, die Anforderungen zur Einhaltung der Bewilligungsvoraussetzungen hinsichtlich des Mindestkapitals und der Mindesteigenmittel (Art. 3 Abs. 2 Bst. b BankG i.V.m. Art. 15 Abs. 1 BankV) innert der gewährten Frist zu erfüllen (siehe **Fall 3**). Darauf wurde ihr eine Nachfrist gewährt, um die mangels Beseitigung der Missstände innert Frist entstandene natürliche Vermutung einer Insolvenzgefahr zu widerlegen. Bis zur Klärung der Sachlage wurde zudem mittels superprovisorischer Verfügung im Interesse der Gläubiger ein sofort vollstreckbares generelles Transaktionsverbot in Bezug auf Kundeneinlagen und die übrigen Aktiven der Bank i.S.v. Art. 26 Abs. 1 Bst. f BankG angeordnet, um weitere Mittelabflüsse zu unterbinden.

**Massnahmen:** Generelles Transaktionsverbot i.S.v. Art. 26 Abs. 1 Bst. f BankG.

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

### 32

**Entscheiddatum:** 12.5.2016

**Partei:** X AG in Liquidation

**Thema:** Konkursöffnung nach zuvor angeordneter aufsichtsrechtlicher Liquidation

**Zusammenfassung:** Mit Verfügung vom 12.11.2015 hatte die FINMA wegen unerlaubter Emissionshaus-tätigkeit die aufsichtsrechtliche Liquidation über die X AG angeordnet (siehe Enforcementbericht **2015, Fall 39**). In der Folge stellte der eingesetzte Liquidator die Überschuldung der X AG in Liquidation fest.

**Massnahmen:** Konkursöffnung über die X AG in Liquidation (Art. 33 Abs. 1 BankG).

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

### 33

**Entscheiddatum:** 2.6.2016

**Partei:** X AG in Liquidation

**Thema:** Konkursöffnung nach zuvor angeordneter aufsichtsrechtlicher Liquidation

**Zusammenfassung:** Mit Verfügung vom 19.2.2016 ordnete die FINMA wegen unerlaubter Emissionshaustätigkeit die aufsichtsrechtliche Liquidation über die X AG in Liquidation (zum damaligen Zeitpunkt in freiwilliger Liquidation) sowie die Y AG an (siehe **Fall 16**). Im Laufe der aufsichtsrechtlichen Liquidation wurde bei beiden Gesellschaften sowohl Überschuldung als auch Illiquidität festgestellt (vgl. **Fall 34**).

**Massnahmen:** Konkursöffnung über die X AG in Liquidation (Art. 33 Abs. 1 BankG).

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

### 34

**Entscheiddatum:** 2.6.2016

**Partei:** Y AG in Liquidation

**Thema:** Konkursöffnung nach zuvor angeordneter aufsichtsrechtlicher Liquidation

**Zusammenfassung:** Mit Verfügung vom 19.2.2016 ordnete die FINMA wegen unerlaubter Emissionshaustätigkeit die aufsichtsrechtliche Liquidation über die X AG in Liquidation (zum damaligen Zeitpunkt in freiwilliger Liquidation) sowie die Y AG an (siehe **Fall 16**). Im Laufe der aufsichtsrechtlichen Liquidation wurde bei beiden Gesellschaften sowohl Überschuldung als auch Illiquidität festgestellt (vgl. **Fall 33**).

**Massnahmen:** Konkursöffnung über die Y AG in Liquidation (Art. 33 Abs. 1 BankG).

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

### 35

**Entscheiddatum:** 17.10.2016

**Partei:** X AG in Liquidation

**Thema:** Konkursöffnung nach zuvor angeordneter aufsichtsrechtlicher Liquidation

**Zusammenfassung:** Mit Verfügung vom 12.8.2016 stellte die FINMA fest, dass die X AG als Teil einer Gruppe ohne die erforderliche Bewilligung den Effektenhandel betrieben hatte. Die FINMA ordnete die aufsichtsrechtliche Liquidation über die X AG an (siehe **Fall 22**). In der Folge stellte der eingesetzte Liquidator die Überschuldung und Illiquidität der X AG in Liquidation fest.

**Massnahmen:** Konkursöffnung über die X AG in Liquidation (Art. 33 Abs. 1 BankG).

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

### 36

**Date de la décision :** 19.5.2016

**Partie :** Banque X en liquidation

**Sujet :** Institution d'une commission de surveillance

**Résumé :** Dans la faillite de la banque X en liquidation (cf. rapport 2014 sur l'*enforcement*, **cas 56**), la FINMA a institué une commission de surveillance, en application de l'art. 35 al. 1 let. b LB. Elle a désigné les membres de la commission et leurs compétences, déterminant également le cadre de son organisation.

**Mesures :** Institution d'une commission de surveillance (art. 35 al. 1 let. b LB).

**Entrée en force :** La décision de la FINMA est entrée en force sans faire l'objet d'un recours.



**37**

**Entscheiddatum:** 3.10.2016

**Partei:** X GmbH in Liquidation

**Thema:** Ersetzung des Konkursliquidators

**Zusammenfassung:** Wegen der Reorganisation des Konkursliquidators hat die FINMA die Verantwortung für die Fortführung der Liquidation der Nachfolgesellschaft übertragen.

**Massnahmen:** Ernennung Konkursliquidator (Art. 33 Abs. 2 BankG).

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

**38**

**Entscheiddatum:** 7.11.2016

**Partei:** X AG in Liquidation

**Thema:** Konkursöffnung nach zuvor angeordneter aufsichtsrechtlicher Liquidation

**Zusammenfassung:** Mit Verfügung vom 30.10.2014 stellte die FINMA fest, dass die X AG Teil einer Gruppe war, die ohne Bewilligung Publikumseinlagen entgegengenommen hatten und ordnete deren aufsichtsrechtliche Liquidation an (siehe Enforcementbericht **2014, Fall 46**). In der Folge stellte der eingesetzte Liquidator die Überschuldung der X AG in Liquidation fest.

**Massnahmen:** Konkursöffnung über die X AG in Liquidation (Art. 33 Abs. 1 BankG).

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

### Offres publiques d'acquisition et publicité des participations

26

Casuistique de la FINMA  
FINMA | Rapport 2016 sur l'enforcement

39

**Entscheiddatum:** 1.7.2016

Gesuchsteller: Stiftung Y, natürliche Person A

**Thema:** Offenlegung von Beteiligungen

**Zusammenfassung:** Bei der Stiftung Y handelt es sich um eine ausländische Stiftung, die indirekt über mehrere Stufen meldepflichtige Beteiligungen an in der Schweiz kotierten Gesellschaften hält. A ist Präsident des Stiftungsrates und verfügt als solcher über weitreichende Befugnisse, insbesondere die Stimmenmehrheit im Stiftungsrat. Zuzug seiner Kontrolle über die Ausübung der Stimmrechte erfüllte er bisher die Meldepflicht selbst. Mit Erlass des FinfraG sowie der FinfraV-FINMA definiert Art. 10 Abs. 1 FinfraV-FINMA den Begriff des wirtschaftlich Berechtigten, dem die Meldepflicht obliegt: Wirtschaftlich berechtigt ist, wer sowohl die Ausübung der Stimmrechte kontrolliert als auch das wirtschaftliche Risiko aus der Beteiligung trägt. Aufgrund der Ausgestaltung der Stiftung Y trägt A kein wirtschaftliches Risiko. A ist daher nicht als wirtschaftlich Berechtigter zu betrachten. Die Destinatäre der Stiftung Y verfügen weder über eine formelle Organfunktion noch über andere Möglichkeiten, um faktisch beherrschend auf die Stiftung einzuwirken. Sie können die Ausübung der Stimmrechte daher nicht beeinflussen und qualifizieren folglich ebenfalls nicht als wirtschaftlich Berechtigte. Einzig die Stiftung Y vereinigt gleichzeitig die Kontrolle der Stimmrechte und das wirtschaftliche Risiko auf sich. Die Gesuchsteller ersuchten die zuständige Offenlegungsstelle um die Feststellung, dass nicht A, sondern die Stiftung Y gemäss Art. 120 Abs. 1 FinfraG meldepflichtig sei. Die angerufene Offenlegungsstelle kommt in ihrer Empfehlung zum selben Schluss. Weil zur Beurteilung der Frage weitere Unterlagen herangezogen werden mussten, hat die FINMA die Empfehlung zur Überprüfung an sich gezogen. Gestützt auf die zusätzlichen Angaben hat die FINMA die Empfehlung der Offenlegungsstelle bestätigt.

**Ausgang des Verfahrens:** Gutheissung des Gesuchs und Feststellung der Stiftung Y als Meldepflichtige (Art. 123 FinfraG i.V.m. Art. 28 Abs. 4 Bst. a und 5 FinfraV-FINMA).

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

### Assistance administrative internationale

40

**Date de la décision :** 28.1.2016

**Résumé :** L'AMF a adressé à la FINMA une requête d'entraide administrative concernant un soupçon de délit d'initié. Suite à l'augmentation conséquente du cours du titre après une annonce positive, l'AMF a remarqué qu'un établissement bancaire suisse avait, pour le compte de Y SA, acheté des titres quelques jours avant l'annonce, puis les avait vendus quelques semaines après celle-ci. L'AMF souhaitait connaître l'identité des bénéficiaires économiques pour le compte desquels les transactions suspectes avaient été réalisées. L'édition de documents bancaires a permis d'identifier le titulaire du compte et révélé qu'il s'agissait de X SA, société à laquelle la FINMA a notifié une décision formelle. Avant de donner son accord à la transmission partielle des informations requises, la partie a d'abord fait valoir dans son opposition à la transmission des informations la concernant que l'AMF ne remplirait pas les conditions de l'art. 38 al. 2 LBVM (aujourd'hui : art. 42 al. 2 LFINMA) en raison de décisions du Conseil constitutionnel français ainsi que d'une information judiciaire ouverte en France, lesquelles limiteraient les pouvoirs de l'AMF et ne la légitimeraient pas à obtenir les informations et documents requis. En tant que signataire à part entière du *multilateral memorandum of understanding* de l'Organisation internationale des commissions de valeurs, l'AMF respecte les exigences de confidentialité et de spécialité requises pour la transmission d'informations. La loi ne délimitant pas les tâches que doit exécuter une autorité étrangère pour que l'entraide lui soit accordée, la FINMA peut octroyer l'entraide à l'AMF même si la compétence de

sanctionner de cette dernière faisait défaut. En tout état de cause, l'AMF demeure compétente pour rechercher les manquements et infractions relevant de code monétaire et financier français. Sous peine de priver l'AMF d'informations expressément requises et potentiellement utiles, la FINMA ne peut substituer son appréciation à celle de l'AMF et lui a transmis les documents requis propres à faire avancer l'enquête.

**Entrée en force :** Un recours a été admis et la cause a été renvoyée à la FINMA ; cf. arrêt du TAF B-741/2016 du 13.5.2016 et **cas 44**.

### 41

**Date de la décision :** 28.4.2016

**Résumé :** L'U.S. Securities and Exchange Commission (SEC) a sollicité l'assistance administrative internationale de la FINMA en relation avec le titre de la société X dans le cadre d'une enquête menée relativement à une potentielle manipulation de marché de type « *pump and dump* ». A l'appui de sa requête, la SEC explique qu'en 2009 et 2010, des promoteurs, leurs affiliés ainsi que des complices auraient acquis une grande quantité de titres de X avant le début de campagnes promotionnelles agressives. Ensuite, les promoteurs et leurs affiliés auraient orchestré les campagnes afin de promouvoir le titre à travers leurs comptes situés notamment en Suisse auprès de la banque Y. Plus précisément, de nombreuses ventes auraient été exécutées par petites tranches à travers des sociétés de courtage afin de dissimuler le *dumping* d'un nombre considérable de titres de X à un large public. Les négociants auraient également procédé à des petites quantités d'achats de titres ou procédé à des « *matched trades* » afin de créer l'apparence d'un marché de négoce actif ou afin de faire augmenter le prix du titre. La SEC soupçonne que les campagnes promotionnelles et les « *matched trades* » auraient fait augmenter artificiellement le prix du titre et auraient permis aux vendeurs des millions de dollars de profits indus. Par ailleurs, les promoteurs suspectés auraient détenu, directement ou indirectement, plus de 5 % d'actions de X sans en reporter la propriété effective à la SEC. A travers sa requête, la SEC cherche à identifier les bénéficiaires finaux des ventes du titre sous enquête et ainsi à déterminer l'implication de ces personnes dans la

manipulation de marché y relative. Des transactions suspectes pour des montants considérables ont été effectuées par le compte de la société Z sur le titre W. La FINMA a notifié sa décision à Z, qui s'est opposée à la transmission des informations la concernant au motif qu'elle ne serait pas impliquée dans une manipulation de marché liée au titre W et a invoqué que la transmission du courrier d'introduction du client auprès de la banque ainsi que de ses extraits de compte compromettrait son activité économique.

**Entrée en force :** Un recours a été interjeté (TAF B-2883/2016). Pendant la procédure de recours, la FINMA a rendu une décision en reconsidération (cf. **cas 42**).

**42**

**Date de la décision :** 7.7.2016

**Résumé des faits :** Pendant la procédure de recours (cf. **cas 41**), la SEC a retraité sa requête d'entraide, en raison de la clôture des investigations qu'elle menait sur les titres de X. La FINMA a révoqué la décision du 28 avril 2016 par laquelle elle lui accordait l'entraide parce que les informations concernant Z n'étaient plus susceptibles de permettre l'avancement de l'enquête de la SEC et qu'une des conditions pour octroyer l'entraide n'était ainsi manifestement plus réalisée.

**Entrée en force :** La décision de la FINMA est entrée en force sans faire l'objet d'un recours.

**43**

**Date de la décision :** 16.12.2016

**Résumé :** L'AMF a sollicité l'assistance administrative internationale de la FINMA concernant un soupçon de délit d'initié. Suite à l'augmentation du cours du titre de la société X après une annonce positive, l'AMF a remarqué qu'un établissement bancaire suisse avait acheté des titres quelques jours avant l'annonce et les avait revendus le jour suivant. L'AMF a souhaité connaître l'identité des bénéficiaires économiques pour le compte desquels les transactions suspectes avaient été réalisées. L'édition de documents bancaires a révélé que le titulaire du compte était Y SA, société à laquelle la FINMA a notifié une décision formelle. La partie a fait valoir qu'elle avait procédé à l'acquisition des titres de la société X exclusivement sur la base de ses propres analyses, lesquelles se fondaient sur des informations librement accessibles au public. De plus, Y SA a mentionné qu'aucune des infractions visées par l'AMF ne saurait être considérée comme établie et que cela pourrait conduire la FINMA à s'écarter des faits décrits par l'autorité requérante et à refuser sur cette base la demande d'entraide. Dans sa décision du 16 décembre 2016, la FINMA a rejeté l'ensemble de ces arguments et rappelé que la transmission des informations requises par l'AMF était à même de lui permettre d'enquêter quant au soupçon de délit d'initié présenté dans la requête. Les raisons invoquées par Y SA pour expliquer ses opérations boursières ne sont pas suffisantes pour permettre à la FINMA d'écarter le soupçon d'abus d'informations privilégiées décrit par l'AMF, du fait notamment que les transactions suspectes en question ont eu lieu pendant une période définie sensible. Par conséquent, le principe de proportionnalité est respecté.

**Entrée en force :** Un recours est pendant par-devant le Tribunal administratif fédéral ; procédure de recours TAF B-520/2017.

### 44

**Date de la décision :** 16.12.2016

**Résumé :** Suite à l'arrêt du TAF B-714/2016 du 13 mai 2016, la FINMA a rendu une nouvelle décision dans l'affaire l'opposant à X SA concernant un soupçon de délit d'initié (cf. **cas 40**). Le recours de la partie a été admis au motif que, selon le TAF, la FINMA n'aurait pas suffisamment vérifié la compétence de l'AMF pour recevoir l'entraide administrative sur la base de l'art. 42 al. 2 let. a LFINMA, que l'enquête de l'autorité requérante était toujours d'actualité et qu'elle disposait d'un intérêt à la transmission des informations demandées conformément aux lois sur les marchés financiers. Dans sa décision du 16 décembre 2016, la FINMA s'est prononcée sur l'impact des décisions du Conseil constitutionnel français et de l'information judiciaire ouverte en France sur la compétence de l'AMF d'engager ou de continuer des poursuites administratives. Ce faisant, la FINMA est parvenue à la conclusion que la requête d'entraide de l'AMF était toujours d'actualité et que les informations demandées étaient toujours nécessaires à l'exécution de ses tâches telles qu'elles découlent des lois sur les marchés financiers, la loi française n'empêchant pas l'AMF de poursuivre la conduite d'enquêtes administratives même lorsque l'action publique aurait été mise en œuvre. Dans pareille hypothèse, seul le pouvoir de sanctions de l'AMF est limité. De plus, la FINMA a conclu que la partie n'avait produit aucune preuve démontrant l'ouverture d'une information judiciaire à son encontre pour les mêmes faits que ceux mentionnés dans la requête d'entraide administrative de l'AMF. Elle ne peut donc pas se prévaloir de cet argument pour faire obstacle à l'entraide administrative, laquelle doit être accordée à l'AMF qui satisfait pleinement aux exigences de confidentialité et de spécialité imposées par l'art. 42 al. 2 LFINMA.

**Entrée en force :** Un recours est pendu par-devant le Tribunal administratif fédéral ; procédure de recours TAF B-524/2017.

### Vue d'ensemble

Il est possible de former recours contre une décision de la FINMA devant le Tribunal administratif fédéral. En principe, un arrêt du Tribunal administratif fédéral peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral. Font exception les décisions relevant de l'assistance administrative internationale ainsi que les décisions de la FINMA en matière d'offres publiques d'acquisition : dans ces cas-là, le Tribunal administratif fédéral constitue l'autorité de dernière instance.

Ci-après sont listés les jugements des tribunaux rendus durant l'année 2016 dans le domaine de compétence de la FINMA. Pour une meilleure lisibilité, la liste est répartie en catégories, faisant ainsi la distinction entre les arrêts relevant du domaine autorisé (p. 32 s.), concernant les prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit (p. 33 ss), les cas d'insolvabilité (p. 35) et l'assistance administrative internationale (p. 36). Le numéro de l'arrêt permet de consulter les décisions correspondantes dans les banques de données des tribunaux.

### Domaine autorisé

#### Arrêts du Tribunal fédéral

Urteil BGer 2C\_894/2014 vom 18.2.2016 (Urteil BVGer B-2330/2013 vom 28.8.2014)/Bewilligungszug, Unterstellung, Liquidation: Teilweise Gutheissung und Zurückweisung an die Vorinstanz (siehe Abschreibungsentscheid BVGer B-1647/2016 vom 5.7.2016)

Urteil BGer 2C\_739/2015 vom 25.4.2016 (Urteil BVGer B-5041/2014 vom 29.6.2015)/Berufsverbot: Gutheissung der Beschwerde, Aufhebung des BVGer-Urteils und Zurückweisung an die Vorinstanz (siehe Enforcementbericht **2014, Fall 10**)

Urteil BGer 2C\_270/2016 vom 22.6.2016 (Zwischenverfügung BVGer B-1242/2016 vom 8.3.2016)/Rabatte in Rahmenverträgen der Zusatzversicherung: Abweisung der Beschwerde

Arrêt du TF 2C\_872/2015 du 1.8.2016 (Arrêt du TAF B-401/2015 du 18.8.2015)/Mesures de sûreté, transfert de portefeuille : le recours est rejeté

Urteil BGer 2C\_425/2016 vom 5.10.2016 (Urteil BVGer B-6011/2015 vom 5.4.2016)/Verletzung des rechtlichen Gehörs: Abweisung der Beschwerde

Arrêt du TF 2C\_29/2016 du 3.11.2016 (Arrêt du TAF B-3224/2013 du 23.11.2015)/Retrait des agréments en tant que société d'audit selon l'OA-FINMA et la LBA : le recours est rejeté pour autant que recevable

Urteil BGer 2C\_867/2015 vom 13.12.2016 (Urteil BVGer B-2200/2014 vom 20.8.2015)/Anpassung des Reglements an die Vorgaben der Geldwäschereiverordnung der FINMA: Abweisung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten (siehe Enforcementbericht **2014, Fall 3**)

#### Arrêts du Tribunal administratif fédéral

Abschreibungsentscheid BVGer B-1765/2015 vom 5.2.2016 (rechtskräftig)/Bewilligungszug und Liquidation, Einsetzung von Untersuchungsbeauftragten, Wiedererwägung durch die Vorinstanz: Beschwerdeverfahren wird als gegenstandslos geworden abgeschrieben

Urteil BVGer B-6011/2015 vom 5.4.2016 (angefochten; siehe Urteil BGer 2C\_425/2016 vom 5.10.2016)/Verletzung des rechtlichen Gehörs: Nichteintreten auf das Feststellungsbegehren, Abweisung der Rechtsverweigerungs- bzw. Rechtsverzögerungsbeschwerde

Sentenza TAF B-6244/2015 del 7.4.2016 (cresciuta in giudicato)/Richiesta d'iscrizione nel registro degli intermediari assicurativi non vincolati: ricorso respinto (v. Rapporto sull'*enforcement* **2015, caso 11**)

Décision de radiation du TAF B-4329/2015 du 12.4.2016 (entrée en force)/Violation de l'obligation d'informer et d'annoncer, garantie d'une activité irréprochable : retrait du recours, l'affaire est radiée du rôle (cf. rapport **2015** sur l'*enforcement*, **cas 5**)

Abschreibungsentscheid BVGer B-1647/2016 vom 5.7.2016 (rechtskräftig)/Bewilligungszug, Unterstellung, Liquidation: Beschwerdeverfahren zufolge gerichtlichen Vergleichs als gegenstandslos geworden abgeschrieben

Arrêt du TAF B-5586/2013 du 4.10.2016 (entré en force)/Violation des obligations de diligence en matière de blanchiment d'argent : le recours est rejeté

Arrêt du TAF B-5264/2015 du 31.10.2016 (entré en force)/Violations graves du droit de la surveillance, mesures : le recours est rejeté (cf. rapport **2015** sur l'*enforcement*, **cas 8**)



### Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit

Décision de radiation du TAF B-4296/2015 du 6.12.2016 (entrée en force)/Violation de l'obligation d'informer et d'annoncer, garantie d'une activité irréprochable : retrait du recours, l'affaire est radiée du rôle pour autant que recevable (cf. rapport **2015** sur l'enforcement, **cas 5**)

Urteil BVGer B-6958/2015 vom 19.12.2016 (angefochten; Beschwerdeverfahren BGer 2C\_138/2017)/Aufnahme in das Register für Versicherungsvermittler: Abweisung in der Hauptsache, teilweise Gutheissung im Kostenpunkt

#### Arrêts du Tribunal fédéral

Urteil BGer 2C\_1048/2015 vom 4.1.2016 (Urteil BVGer B-6734/2014 vom 20.10.2015)/Vorsorgliche Massnahmen (Einsetzung eines Untersuchungsbeauftragten, Sperrung von Bankkonten): Abweisung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten

Urteil BGer 2C\_407/2016 vom 5.10.2016 (Urteil BVGer B-3396/2015 vom 14.4.2016)/Vorsorgliche Massnahmen (Einsetzung einer Untersuchungsbeauftragten): Abweisung der Beschwerde

Urteil BGer 2C\_305/2016 vom 24.11.2016 (Urteil BVGer B-6749/2014 vom 17.2.2016)/Unbewilligte Ausübung der Finanzintermediation, Liquidation, Tätigkeitsverbot und Publikation: Abweisung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten (siehe Enforcementbericht **2014, Fall 44**)

Urteil BGer 2C\_303/2016 vom 24.11.2016 (Urteil BVGer B-6737/2014, B-6753/2014, B-6825/2014 vom 17.2.2016)/Unbewilligte Ausübung der Finanzintermediation, Liquidation, Tätigkeitsverbot und Publikation: Abweisung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten (siehe Enforcementbericht **2014, Fall 44**)

Urteil BGer 2C\_352/2016 vom 9.12.2016 (Urteil BVGer B-2757/2015, B-3484/2015 vom 21.3.2016) / Entgegennahme von Publikumseinlagen, Liquidation, Konkurs, Einsetzung eines Untersuchungsbeauftragten, Unterlassungsanweisung und Publikation: Nichteintreten auf die Beschwerde des Beschwerdeführers 2, Abweisung der Beschwerde der Beschwerdeführenden 1, 3 und 4 (siehe Enforcementbericht **2015, Fall 26**)

### Arrêts du Tribunal administratif fédéral

Urteil BVGer B-6584/2013 vom 18.1.2016 (rechtskräftig)/Entgegennahme von Publikumseinlagen, Konkurs, Werbeverbot: Abweisung der Beschwerde

Urteil BVGer B-3659/2015 vom 1.2.2016 (rechtskräftig)/Unerlaubte Entgegennahme von Publikumseinlagen, unerlaubte Verwendung des Begriffs «Bank», Unterlassungsanweisung: Abweisung der Beschwerde (siehe Enforcementbericht **2015, Fall 27**)

Urteil BVGer B-6749/2014 vom 17.2.2016 (angefochten; siehe Urteil BGer 2C\_305/2016 vom 24.11.2016)/Unbewilligte Ausübung der Finanzintermediation, Liquidation, Tätigkeitsverbot und Publikation: Abweisung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten (siehe Enforcementbericht **2014, Fall 44**)

Urteil BVGer B-6737/2014, B-6753/2014, B-6825/2014 vom 17.2.2016 (angefochten, siehe Urteil BGer 2C\_303/2016 vom 24.11.2016)/Unbewilligte Ausübung der Finanzintermediation, Liquidation, Tätigkeitsverbot und Publikation: Abweisung der Beschwerden, soweit darauf eingetreten (siehe Enforcementbericht **2014, Fall 44**)

Urteil BVGer B-1906/2015 vom 16.3.2016 (rechtskräftig)/Unerlaubte Entgegennahme von Publikumseinlagen, Liquidation und Konkurs, Werbeverbot und Publikation: Abweisung der Beschwerde (siehe Enforcementbericht **2015, Fall 24**)

Urteil BVGer B-6886/2015 vom 21.3.2016 (rechtskräftig)/Vorsorgliche Massnahmen (Einsetzung eines Untersuchungsbeauftragten, Sperrung von Bankkonten): Abweisung der Beschwerde

Urteil BVGer B-2757/2015, B-3484/2015 vom 21.3.2016 (angefochten; vgl. Beschwerdeverfahren BGer 2C\_352/2016)/Entgegennahme von Publikumseinlagen, Liquidation, Konkurs, Einsetzung eines Untersuchungsbeauftragten, Unterlassungsanweisung und Publikation: Abweisung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten (siehe Enforcementbericht **2015, Fall 26**)

Abschreibungsentscheid BVGer B-3396/2015 vom 14.4.2016 (angefochten; siehe Urteil BGer 2C\_407/2016 vom 5.10.2016)/Vorsorgliche Massnahmen (Einsetzung einer Untersuchungsbeauftragten): Beschwerdeverfahren als gegenstandslos geworden abgeschrieben

Décision de radiation du TAF B-1505/2014 du 1.6.2016 (entrée en force)/Acceptation illicite de dépôts du public, activité illicite d'intermédiaire financier, liquidation, requête de restitution de l'effet suspensif : retrait du recours, l'affaire est radiée du rôle (cf. rapport **2014 sur l'enforcement, cas 34**)

Urteil BVGer B-2835/2016 vom 3.8.2016 (rechtskräftig)/Unerlaubte Entgegennahme von Publikumseinlagen, unerlaubte Verwendung des Begriffs «Sparen», Unterlassungsanweisung und Publikation: Nichteintreten auf die Beschwerde (**Fall 17**)

Urteil BVGer B-4804/2016 vom 31.8.2016 (rechtskräftig)/Superprovisorische Massnahmen (Einsetzung einer Untersuchungsbeauftragten, Sperrung von Bankkonten): Nichteintreten auf die Beschwerde

### Décisions d'insolvabilité

Arrêt du TAF B-5715/2015 du 7.10.2016 (entré en force)/Acceptation de dépôts du public sans autorisation, ordre de s'abstenir d'exercer une activité sans l'autorisation nécessaire et publication : le recours est rejeté (cf. rapport **2015** sur l'*enforcement*, **cas 34**)

Urteil BVGer B-6258/2016 vom 2.12.2016 (rechtskräftig)/Gesuch um Mittelfreigabe: Abweisung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten

#### **Arrêts du Tribunal administratif fédéral**

Urteil BVGer B-6065/2015 vom 6.5.2016 (rechtskräftig)/Anerkennung eines ausländischen Konkursdekrets: Gutheissung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten (siehe *Enforcementbericht 2015, Fall 48*)

### Assistance administrative internationale

#### Arrêts du Tribunal administratif fédéral

Arrêt du TAF B-7195/2015 du 25.1.2016/ASIC/Entraide administrative internationale : le recours est rejeté

Urteil BVGer B-7551/2015 vom 16.2.2016/BaFin/Internationale Amtshilfe: Abweisung der Beschwerde

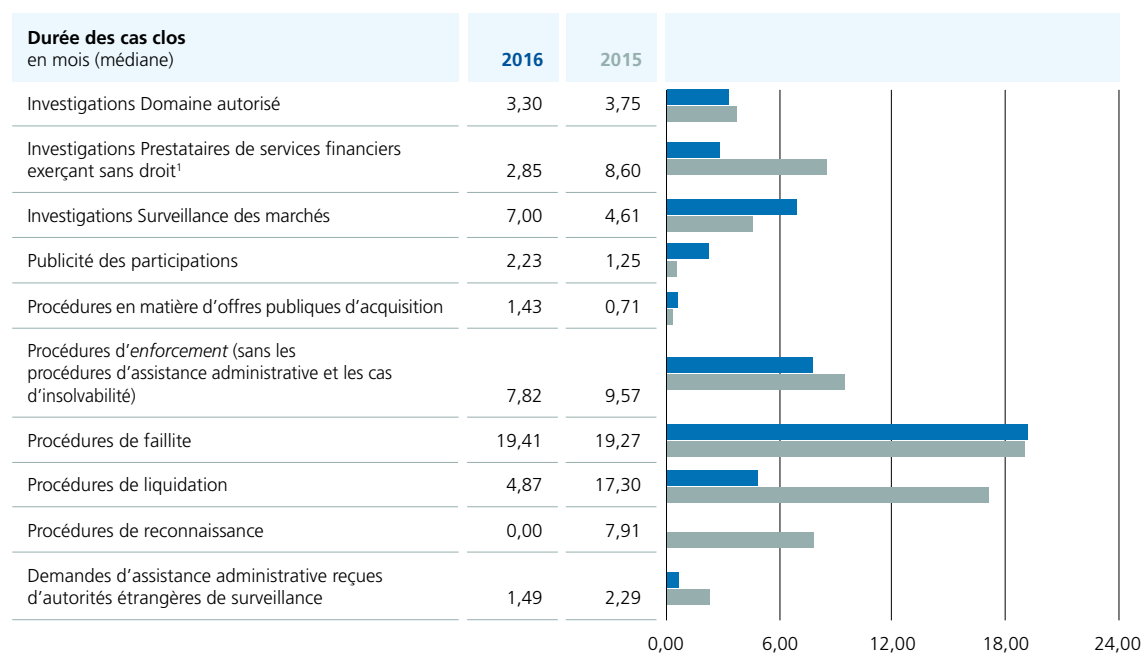
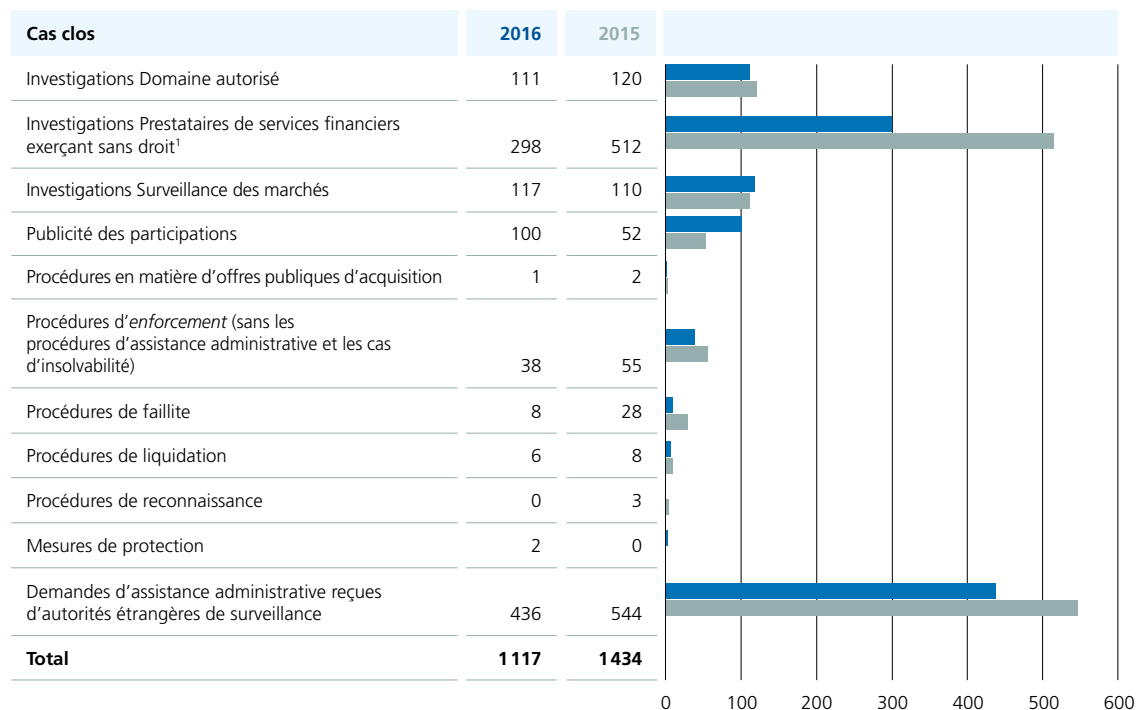
Arrêt du TAF B-7969/2015 du 16.3.2016/SEC/Entraide administrative internationale : le recours est rejeté

Arrêt du TAF B-7773/2015 du 16.3.2016/SEC/Entraide administrative internationale : le recours est rejeté (cf. rapport **2015** sur l'enforcement, **cas 60**)

Arrêt du TAF B-741/2016 du 13.5.2016/AMF/Entraide administrative internationale : le recours est admis (**cas 40**)

## Statistiques générales

### Cas d'enforcement clos



<sup>1</sup> En 2015, la FINMA a réglé un excédent de dossiers relatifs à des investigations portant sur des prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit. Cela a alors conduit à une augmentation des dossiers clos et a prolongé la durée des investigations closes.

## Investigations

<b>Investigations closes par objet</b> (sélection d'objets ; plusieurs objets possibles par investigation)	<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>Domaine autorisé</b>		
Requête en autorisation	15	9
Responsabilité de personnes physiques	28	31
Organisation	60	40
Obligations de diligence selon la LBA	35	29
<b>Domaine non autorisé</b>		
Négoce en valeurs mobilières sans autorisation	33	54
Acceptation illicite de dépôts du public	132	215
Utilisation du terme de « banque », etc.	26	20
Intermédiation financière selon la LBA exercée sans droit / sans affiliation à un OAR	128	299
Placements collectifs suisses sans autorisation	24	43
Activité d'assurance exercée sans droit	8	8
<b>Surveillance des marchés</b>		
Délit d'initié	90	93
Manipulation du marché	26	18
<b>Publicité des participations</b>		
Recommandation	11	9
Violation de l'obligation de déclarer	89	43

<b>Investigations closes selon le type de parties concernées</b> (sélection de parties ; plusieurs parties possibles par investigation)	<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>Domaine autorisé</b>		
Banques ou négociants en valeurs mobilières	50	55
IFDS	3	8
Entreprises d'assurance	23	10
Gestionnaires d'actifs (gestionnaires de placements collectifs suisses)	6	7
Personnes physiques	6	18
<b>Domaine non autorisé</b>		
Personnes morales	290	496
Personnes physiques	8	16
<b>Publicité des participations</b>		
Banques ou négociants en valeurs mobilières	4	6
Investisseurs	85	42

### Procédures d'enforcement

<b>Procédures d'enforcement closes par domaine</b> (procédures d'assistance administrative et cas d'insolvabilité exclus)	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Domaine autorisé	15	16
dont activité bancaire / négoce de valeurs mobilières	5	5
dont activité d'assurance	2	2
dont IFDS	3	2
dont domaine des placements collectifs étrangers	0	2
dont autres	5	5
Procédures individuelles contre des collaborateurs	10	24
Domaine non autorisé	13	15
<b>Total</b>	<b>38</b>	<b>55</b>

<b>Parties concernées par des procédures d'enforcement closes</b> (procédures d'assistance administrative et cas d'insolvabilité exclus ; plusieurs parties concernées possibles par procédure)	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Domaine autorisé	15	19
Domaine non autorisé	29	21
Procédures individuelles à l'encontre de personnes physiques	41	43
<b>Total</b>	<b>85</b>	<b>83</b>

### Cas d'insolvabilité

<b>Cas d'insolvabilité par objet (sélection)</b>	<b>Ouvertures</b>		<b>Conclusions</b>	
	<b>2016</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Titulaires d'autorisation LB / LBVM	2	2	1	1
Titulaires d'autorisation LBA	1	2	2	1
Titulaires d'autorisation LPCC	0	0	0	1
Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit LB / LBVM	21	18	11	32
Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit LBA	0	2	1	1
Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit LPCC	5	0	0	0
Etablissements étrangers LB / LBVM	1	0	0	3

### Assistance administrative internationale

Demandes d'assistance administrative reçues d'autorités étrangères

Demandes d'assistance administrative closes par objet (reçues) <sup>2</sup>	2016	2015
Comportements abusifs sur le marché	153	233
Banques	37	51
Assurances	4	2
Marchés	18	23
<i>Fit and proper</i>	123	134
Procédure de transmission	12	17
Demandes générales	86	76
Investigations art. 271 CP	4	6
Investigations art. 4 <sup>quinquies</sup> LB	2	2
<b>Total</b>	<b>439</b>	<b>544</b>

Demandes d'assistance administrative closes par pays (reçues)	2016	2015
France	55	96
Allemagne	46	56
Etats-Unis	46	61
Royaume-Uni	36	31
Autriche	9	23
Italie	22	17
Canada	3	15
Liechtenstein	7	1
Autres autorités européennes (UE)	111	147
Autres autorités européennes (hors UE)	24	12
Autorités du Proche-Orient, d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud et d'Asie	68	76
Autorités africaines	9	9
<b>Total</b>	<b>436</b>	<b>544</b>

<sup>2</sup> Plusieurs objets possibles.



### Procédure relative au client

Durant l'année sous revue, 238 (2015 : 274) clients de titulaires d'autorisation se sont vu notifier des demandes d'assistance administrative reçues d'autorités étrangères les concernant. Dans 6 (2015 : 28) cas, une décision sujette à recours a été demandée. 4 (2015 : 20) décisions ont été contestées devant le Tribunal administratif fédéral. En 2016, le Tribunal

administratif fédéral a tranché dans 5 (2015 : 14) cas, dont 4 (2015 : 12) en faveur de la FINMA.

Pour 23 clients, les informations ont été transmises sans information préalable des personnes concernées conformément à l'art. 42a al. 4 LFINMA.

### Demandes d'assistance administrative déposées auprès d'autorités étrangères

Demandes d'assistance administrative closes par pays (déposées)	2016	2015
France	4	0
Allemagne	12	11
Etats-Unis	2	0
Royaume-Uni	13	8
Autriche	3	2
Italie	2	0
Canada	1	0
Liechtenstein	10	3
Autres autorités européennes (UE)	10	8
Autres autorités européennes (hors UE)	1	1
Autorités du Proche-Orient, d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud et d'Asie	3	5
Autorités africaines	0	0
<b>Total</b>	<b>61</b>	<b>38</b>

Demandes d'assistance administrative closes par domaine (déposées)	2016	2015
Domaine autorisé	9	3
Domaine non autorisé	20	20
Surveillance des marchés	32	15
<b>Total</b>	<b>61</b>	<b>38</b>

## Statistiques

### Décisions en matière d'enforcement

#### Généralités

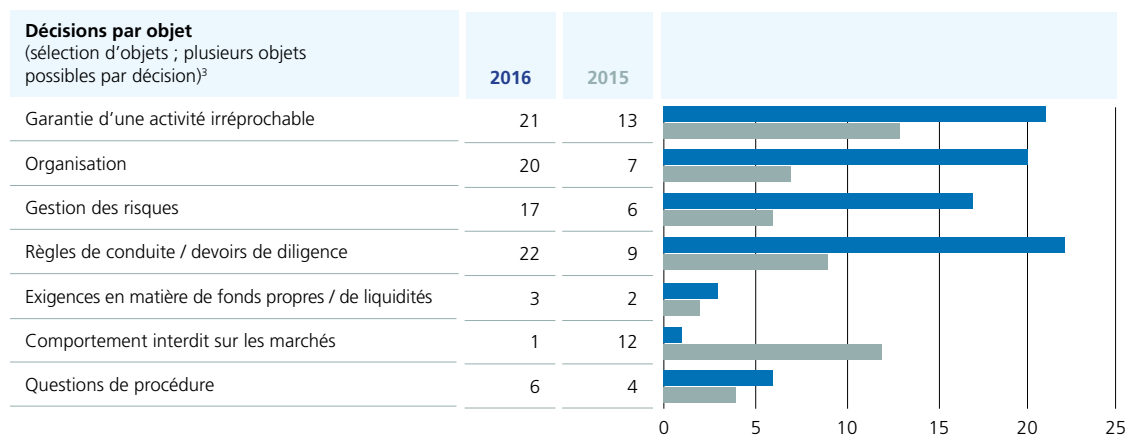
Décisions par langue	2016	2015
Allemand	61	78
Français	23	24
Italien	5	12
<b>Total</b>	<b>89</b>	<b>114</b>

Décisions par type	2016	2015
Décisions finales	51	88
Décisions incidentes	36	21
Décisions en reconsidération	2	5
<b>Total</b>	<b>89</b>	<b>114</b>

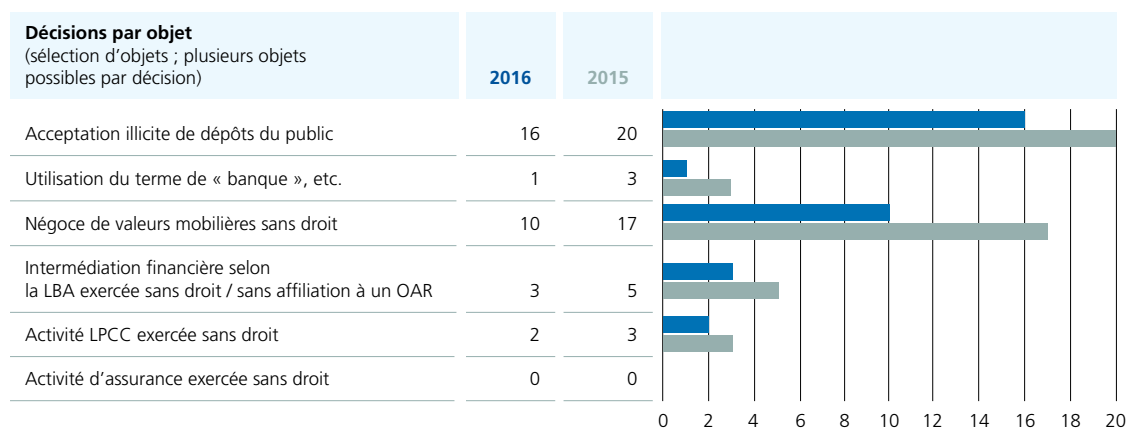
Décisions par domaine	2016	2015
Domaine autorisé	35	21
Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit	36	41
Surveillance des marchés	1	11
Publicité des participations	1	1
Offres publiques d'acquisition	1	2
Insolvabilité	9	10
Assistance administrative	6	28
Autres	0	0
<b>Total</b>	<b>89</b>	<b>114</b>

Décisions selon le type de personnes concernées (plusieurs personnes concernées possibles par décision)	2016	2015
Personnes morales	113	125
Personnes physiques	43	71
<b>Total</b>	<b>156</b>	<b>196</b>

## Domaine autorisé et surveillance des marchés



## Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit



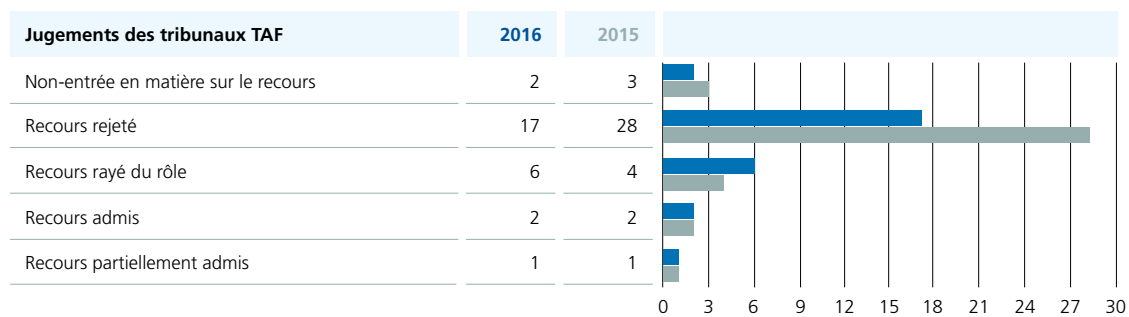
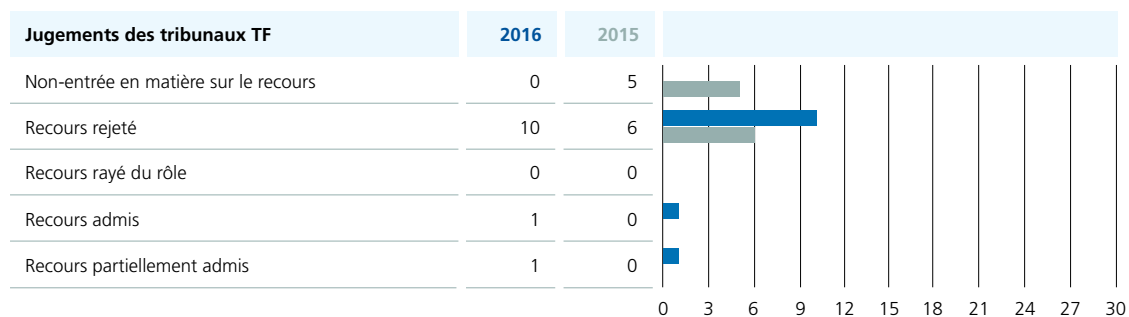
<sup>3</sup> En raison d'adaptions ou de modifications a posteriori des chiffres, les chiffres ici indiqués peuvent différer de ceux du rapport de l'année dernière.

### Mesures

Mesures ordonnées dans des décisions (procédures d'assistance administrative exclues ; plusieurs mesures et plusieurs personnes concernées possibles par décision)	Personnes morales concernées		Personnes physiques concernées	
	2016	2015	2016	2015
Conditions et restrictions (art. 31 LFINMA)	9	8	0	0
Décision en constatation (art. 32 LFINMA) suivie de mesures	31	30	28	30
Décision en constatation (art. 32 LFINMA) non suivie de mesures	2	4	3	2
Interdiction d'exercer (art. 33 LFINMA)	–	–	4	11
Interdiction de pratiquer (art. 35a LBVM)	–	–	0	3
Interdiction générale d'exercer, sans l'autorisation nécessaire, une activité soumise à autorisation et de faire de la publicité à cet effet	2	0	26	25
Publication de la décision / du dispositif (art. 34 LFINMA)	0	0	22	22
Confiscation (art. 35 LFINMA)	2	1	0	1
Nomination d'un chargé d'enquête (art. 36 LFINMA)	25	20	0	0
Accompagnement par des tiers de la mise en œuvre des mesures	1	4	0	0
Retrait de l'autorisation (art. 37 LFINMA)	2	4	0	0
Ouverture de la faillite / liquidation	26	20	0	0

## Statistiques

### Jugements des tribunaux



## Statistiques

### Dénonciations auprès des autorités de poursuite pénale

Dénonciations pénales au service de droit pénal du DFF	2016	2015
<b>Total des dénonciations pénales</b>	<b>143</b>	<b>133</b>
<b>Nombre de personnes dénoncées</b> (plusieurs objets possibles par dénonciation pénale)		
Inconnu	0	0
Personnes morales nominativement désignées	74	75
Personnes physiques nominativement désignées	129	137
<b>Total</b>	<b>203</b>	<b>212</b>
<b>Objets des dénonciations pénales</b> (plusieurs objets possibles par dénonciation pénale)		
Acceptation illicite de dépôts du public	16	29
Utilisation du terme de « banque », etc.	4	13
Négoce en valeurs mobilières exercé sans droit	4	4
Intermédiation financière selon la LBA exercée sans droit / sans affiliation à un OAR	7	26
Activité selon la LPCC exercée sans droit	4	15
Activité d'assurance sans autorisation	2	3
Obligation de déclarer selon la LBVM / selon la LIMF	83	41
Obligation d'annonce selon la LBA	2	1
Transmission de fausses informations à la FINMA	0	7
Non-respect d'une décision de la FINMA	2	0
Autres	27	10
<b>Dénonciations pénales aux cantons</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>Total des dénonciations pénales</b>	<b>18</b>	<b>17</b>
<b>Nombre de personnes dénoncées</b> (plusieurs personnes possibles par dénonciation pénale)		
Inconnu	6	2
Personnes morales nominativement désignées	8	7
Personnes physiques nominativement désignées	16	11
<b>Total</b>	<b>30</b>	<b>20</b>
<b>Objets des dénonciations pénales</b> (plusieurs objets possibles par dénonciation pénale)		
Violation du secret bancaire	7	3
Infractions contre le patrimoine	8	11
Autres	4	3
<b>Communications finales au Ministère public de la Confédération</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Communications ayant caractère de dénonciation	6	7

## Abréviations

---

**a** alt / Ancien

**Abs.** Absatz

**AG** Aktiengesellschaft

**al.** alinéa

**AMF** Autorité des marchés financiers (France)

**Art. / art. / artt.** Artikel / Article / articolo/i

**ASIC** Australian Securities and Investments Commission

**AVO** Verordnung vom 9. November 2005 über die Beaufsichtigung von privaten Versicherungsunternehmen (Aufsichtsverordnung; SR 961.011)

**BaFin** Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht (Deutschland)

**BankG** Bundesgesetz vom 8. November 1934 über die Banken und Sparkassen (Bankengesetz; SR 952.0)

**BankV** Verordnung vom 30. April 2014 über die Banken und Sparkassen (Bankenverordnung; SR 952.02)

**BEHG** Bundesgesetz vom 24. März 1995 über die Börsen und den Effektenhandel (Börsengesetz; SR 954.1)

**BEHV** Verordnung über die Börsen und den Effektenhandel vom 2. Dezember 1996 (Börsenverordnung; SR 954.11)

**BGer** Bundesgericht

**Bst.** Buchstabe

**BVGer** Bundesverwaltungsgericht

**bzw.** beziehungsweise

**cf.** confer

**CHF** Schweizer Franken / Francs suisses / franchi svizzeri / Swiss francs

**CO** Legge federale del 30 marzo 1911 di complemento del Codice civile svizzero (Libro quinto: Diritto delle obbligazioni [Diritto delle obbligazioni; RS 220])

**CP** Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (RS 311.0) / Codice penale svizzero del 21 dicembre 1937 (RS 311.0)

**cpv.** capoverso

**d.h.** das heisst

**DFF** Département fédéral des finances / Dipartimento federale delle finanze

**DUFI** direkt unterstellter Finanzintermediär

**ecc.** eccetera

**etc.** Et cetera

**EUR** Euro

**ff.** fortfolgende

**FinfraG** Bundesgesetz vom 19. Juni 2015 über die Finanzmarktinfrastrukturen und das Marktverhalten im Effekten- und Derivatehandel (Finanzmarktinfrastrukturgesetz; SR 958.1)

**FinfraV-FINMA** Verordnung vom 3. Dezember 2015 der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht über die Finanzmarktinfrastrukturen und das Marktverhalten im Effekten- und Derivatehandel (Finanzmarktinfrastrukturverordnung-FINMA; SR 958.111)

**FINMA** Eidgenössische Finanzmarktaufsicht / Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers / Autorità federale di vigilanza sui mercati finanziari / Swiss Financial Market Supervisory Authority

**FINMAG** Bundesgesetz vom 22. Juni 2007 über die Eidgenössische Finanzmarktaufsicht (Finanzmarktaufsichtsgesetz; SR 956.1)

**GmbH** Gesellschaft mit beschränkter Haftung

**GwG** Bundesgesetz vom 10. Oktober 1997 über die Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung im Finanzsektor (Geldwäschereigesetz; SR 955.0)

**i.f.** in fine

**i.S.v.** im Sinn von

**i.V.m.** in Verbindung mit

**IFDS** Intermédiaire financier directement soumis / intermediario finanziario direttamente sottoposto

**KAG** Bundesgesetz vom 23. Juni 2006 über die kollektiven Kapitalanlagen (Kollektivanlagengesetz; SR 951.31)

**LB** Loi fédérale du 8 novembre 1934 sur les banques et les caisses d'épargne (loi sur les banques ; RS 952.0)

**LBA** Loi fédérale du 10 octobre 1997 concernant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (loi sur le blanchiment d'argent ; RS 955.0)

**LBGR** Legge federale dell'8 novembre 1934 sulle banche e le casse di risparmio (Legge sulle banche; RS 952.0)

**LBVM** Loi fédérale du 24 mars 1995 sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières (loi sur les bourses ; RS 954.1) / Legge federale del 24 marzo 1995 sulle borse e il commercio di valori mobiliari (Legge sulle borse; RS 954.1)

**let. / lett.** Lettre / lettera

**LFINMA** Loi fédérale du 22 juin 2007 sur l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (loi sur la surveillance des marchés financiers ; RS 956.1) / Legge federale del 22 giugno 2007 concernente l'Autorità federale di vigilanza sui mercati finanziari (Legge sulla vigilanza dei mercati finanziari; RS 956.1)

**LIMF** Loi fédérale du 19 juin 2015 sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés (loi sur l'infrastructure des marchés financiers ; RS 958.1)

**LPCC** Loi fédérale du 23 juin 2006 sur les placements collectifs de capitaux (loi sur les placements collectifs ; RS 951.31)

**LRD** Legge federale del 10 ottobre 1997 relativa alla lotta contro il riciclaggio di denaro e il finanziamento del terrorismo (Legge sul riciclaggio di denaro; RS 955.0)

**LSA** Loi fédérale du 17 décembre 2004 sur la surveillance des entreprises d'assurances (loi sur la surveillance des assurances ; RS 961.01) / Legge federale del 17 dicembre 2004 sulla sorveglianza delle imprese di assicurazione (Legge sulla sorveglianza degli assicuratori; RS 961.01)

**Ltd.** Limited

**Mio. / mio.** Million / milione

**Mrd.** Milliarde

**OA-FINMA** Ordonnance du 5 novembre 2014 sur les audits des marchés financiers (RS 956.161)

**OAR** Organisme d'autorégulation

**OB** Ordonnance sur les banques et les caisses d'épargne du 30 avril 2014 (ordonnance sur les banques ; RS 952.02)

**OBA-FINMA** Ordonnance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers du 3 juin 2015 sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans le secteur financier (ordonnance de la FINMA sur le blanchiment d'argent ; RS 955.033.0)

**OBCR** Ordinanza del 30 aprile 2014 sulle banche e le casse di risparmio (Ordinanza sulle banche; RS 952.02)

**ORD-FINMA** Ordinanza del 3 giugno 2015 dell'Autorità federale di vigilanza sui mercati finanziari sulla lotta contro il riciclaggio di denaro e il finanziamento del terrorismo nel settore finanziario (Ordinanza FINMA sul riciclaggio di denaro; RS 955.033.0)

**OS** Ordonnance du 9 novembre 2005 sur la surveillance des entreprises d'assurance privées (ordonnance sur la surveillance ; RS 961.011)

**PEP** politisch exponierte Person / Personne politiquement exposée

**S.** Seite

**SA** Société anonyme / società anonima

**SEC** Securities and Exchange Commission (USA)

**SICAF** Société d'investissement à capital fixe (Investmentgesellschaft mit festem Kapital)

**ss** Et suivants

**TAF** Tribunal administratif fédéral / Tribunale amministrativo federale

**TF** Tribunal fédéral / Tribunale federale

**u.a.** unter anderem

**UE** Union européenne / Unione europea

**USD** US-Dollar

**v** vecchia

**v.** vedi

**VAG** Bundesgesetz vom 17. Dezember 2004 betreffend die Aufsicht über Versicherungsunternehmen (Versicherungsaufsichtsgesetz; SR 961.01)

**vgl.** vergleiche

**VwVG** Bundesgesetz vom 20. Dezember 1968 über das Verwaltungsverfahren (Verwaltungsverfahrensgesetz; SR 172.021)

**z.B.** zum Beispiel







## IMPRESSUM

---

### **Editeur**

Autorité fédérale de surveillance  
des marchés financiers FINMA  
Laupenstrasse 27  
CH-3003 Berne  
Tél. +41 (0)31 327 91 00  
Fax +41 (0)31 327 91 01  
info@finma.ch  
www.finma.ch

### **Formulation indifférenciée quant au genre**

Par souci de lisibilité, il n'est pas fait ici de différenciation quant au genre, par exemple entre créancières et créanciers ou investisseuses et investisseurs. Les termes employés s'appliquent sans distinction aux deux sexes.

### **Imprimeur**

BBL

### **Mise en page**

FINMA